8e Année. N. 140. — 25 Novembre 1932. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

UNE CONSCIENCE

FERNAND LORIOT

par Pierre MONATTE

LA BATAILLE DES FONCTIONNAIRES

LA SITUATION DES FONCTIONNAIRES

par R. LAPLAGNE

Première bataille, première victoire

par JEAN-JACQUES

ECOLE ET LIBERTÉ

par E. DELAUNAY

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE
Le blé et les traitements des fonctionnaires. — L'aboutissement du Comité des magnats. — Les vrais artisans de la « victoire » ..... **R. L.**

LA SITUATION DES FONCTIONNAIRES ..... **R. Laplagne**

PREMIÈRE BATAILLE, PREMIÈRE VICTOIRE ..... **Jean-Jacques**

PARMI NOS LETTRES
Pourquoi par rapport à 1914 ? — Des locaux... des locaux ! — Que représente Schleicher ? — La peur des coups. — Les réserves des sociétés anonymes.

AU-DESSOUS DE LA S.D.N. .. **R. L.**

FERNAND LORIOT ..... **P. Monatte**

LES ÉVÉNEMENTS D'ALLEMAGNE
La grève des transports de Berlin. — Les élections .... **S. W.**

ECOLE ET LIBERTÉ ..... **E. Delaunay**

POUR LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME
Le réveil de la Loire : Au Congrès de l'Union confédérée. Chez les mineurs. **U. T.**
La démocratie dans la C.G.T. **L. Nédélec**
L'action directe dans l'intérêt public ..... **B. G.**

A TRAVERS LES LIVRES
Vue sur l'Amérique. — Au-dessus du ressentiment franco-allemand ..... **B. G.**
Freud ..... **J. Leunois**

FAITS ET DOCUMENTS
Où va le syndicalisme ? — Une opinion belge sur le Congrès d'Amsterdam.

ENTRE NOUS

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Le blé et les traitements des fonctionnaires

Le blé, qui se vendait en France, l'an dernier, de 150 à 180 fr. le quintal, ne s'y vend plus que de 100 à 120 fr. ; au lieu de se vendre au triple *du prix mondial, il ne s'y vend plus que le double. Grand émoi chez les cultivateurs ! Leurs associations votent des ordres du jour comminatoires, les maires démissionnent, et une interpellation aussi vide que longue a lieu à la Chambre.*

La raison de cette baisse ? — Nos bons politiciens, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont à cette question une réponse toute prête, une réponse passe-partout qu'ils sont habitués à sortir dans toutes les catastrophes : « c'est la faute aux spéculateurs ! »

Le spéculateur est la tarte à la crème de la petite bourgeoisie ; elle voit dans le spéculateur la source de tous ses maux ; ce qui présente pour elle deux avantages : d'une part, elle n'a pas à se creuser la tête pour en chercher la cause véritable, qui, lorsqu'elle la découvrirait, ne manquerait pas de lui être très désagréable ; d'autre part cela lui permet de prendre un petit air « révolutionnaire » qui fait très bien : elle ne parle de rien de moins que de « pendre » les spéculateurs !

Déjà, lors de la chute du franc, le petit bourgeois français ne voulait voir dans la chute catastrophique de sa monnaie que la main de la « spéculation internationale » ; lorsque, à l'époque, j'émis timidement l'opinion que le rôle de la spéculation était quasiment négligeable dans la chute du franc, qu'est-ce que je ne me suis pas fait passer ! Et pourtant, aujourd'hui, je crois bien qu'il n'y a plus personne, pas même le plus borné de tous les petits bourgeois, qui oserait encore prétendre que la cause de la chute du franc fut les manœuvres de la spéculation.

Au risque de me faire honnir une fois de plus, disons que la cause de la baisse du blé n'est nullement la spéculation ; pour le blé, comme pour le franc, comme pour toute autre chose, la spéculation profite des phénomènes économiques, elle les accélère quelquefois, mais ne les crée pas. Le plus grand ancêtre des spéculateurs modernes, le Rothschild anglais de l'époque napoléonienne, gagnait toujours à la Bourse, parce qu'il connaissait les résultats des grandes batailles d'alors avant les autres ; il les connaissait mais ne les faisait pas.

La cause de la baisse du blé ? — Elle est évidente. L'an dernier, la production du blé en France avait été inférieure à la consommation française ; dès lors, par le procédé du contingentement, ne laissant entrer en France que juste le blé nécessaire pour faire le complément de la consommation, on avait créé un véritable monopole de fait pour les cultivateurs français ; ceux-ci, à l'abri de toute concurrence étrangère, pouvaient vendre tout leur blé à des prix de monopole. Cette année, la production étant supérieure à la consommation (ou, tout au moins, il le semble, ce qui pour le moment, revient au même), une partie de la production devra être exportée, et comme sur les marchés étrangers, le blé français supporte obligatoirement la concurrence étrangère, il ne pourra y être vendu qu'aux mêmes prix que le blé étranger : soit, de 60 à 70 fr. le quintal. Dès lors, pour ne pas risquer d'avoir du blé à vendre à l'étranger, chacun se hâte de vendre son blé en France, d'où le retour de la concurrence entre cultivateurs et... la baisse des cours.

Pour empêcher cette baisse, il n'y a qu'un moyen, auquel reviennent, en dernière analyse, tous ceux qu'on peut proposer ; c'est celui qui fut employé il y a un couple d'années, lorsque la récolte de blé avait déjà une fois dépassé les besoins de la consommation française, et qui est encore appliqué actuellement pour la plupart des produits coloniaux français : c'est le procédé de la prime à l'exportation. Pour chaque quintal de blé exporté, on donne une certaine prime ; dès lors si, par exemple, on donne une prime de 120 fr. par quintal exporté, tout possesseur de blé est sûr de tirer de son blé soixante francs, prix de vente sur le marché mondial, plus 120 fr. de prime, soit en tout : 180 fr. ; il ne lâchera donc pas son blé sur le marché français à moins de 180 fr. ; les prix remonteront jusque là.

Mais l'obstacle — nous l'avons déjà signalé à propos du blé danubien — c'est le budget ! Comment, quand le budget est officiellement en déficit de 8 milliards, y prendre encore plusieurs centaines de millions, afin de... permettre au consommateur français de payer son pain quelque trois fois plus cher qu'à l'étranger !

D'où tergiversations du gouvernement, qui ne peut décemment proposer de nouvelles dépenses au moment précis où il réclame des économies, et faire monter le prix du pain au moment même où il prétend vouloir faire baisser le coût de la vie. C'est pourquoi, avec la complicité des députés socialistes, il s'est réservé pour plus tard de faire connaître les mesures qu'il compte prendre ; plus tard, c'est-à-dire lorsqu'auront été votées les réductions de traitement des fonctionnaires.

L'aboutissement du Comité des magnats

On se rappelle la constitution, il y a un an, de ce comité des magnats, comme l'avait appelé fort justement le Cri du Peuple, *où figurait tout l'armorial du haut capitalisme français et allemand, et, en plus, des otages : des représentants du mouvement ouvrier, au premier rang desquels Léon Jouhaux.*

Qu'était devenu ce comité économique franco-allemand ? Qu'avait-il fait ? — Jusqu'à hier, on n'en savait rien ; il « travaillait » sans doute, dans le silence ! Mais aujourd'hui on nous fait connaître officiellement que le Comité vient d'aboutir à un résultat. Le résultat, le voici : sous son égide s'est constituée une société par actions, une vaste société d'entreprise de travaux publics, à laquelle participent la plupart des gros entrepreneurs français, allemands et anglais. Une société comme toutes les autres ; une société où, comme dans toutes les sociétés, toute l'administration, la direction et les bénéfices sont uniquement aux actionnaires. Le conseil d'administration y est composé exclusivement des représentants des sociétés participantes, soit, pour la partie française, ceux des « Grands Travaux de Marseille », de la « Société Générale d'Entreprises », de Fives-Lille et de Fougerolles.

N'est-ce pas qu'il était indispensable, pour un tel résultat, que des délégués ouvriers fussent « présents » ?

Au moment où dans la plupart des congrès confédérés, des motions réclamant le départ de Genève de Jouhaux recueillent un nombre important de voix, au moment où la Fédération des Fonctionnaires, elle-même, réclame ce retrait à l'unanimité, la question de la participation au Comité des magnats pourrait sans doute être utilement liée à celle de la présence à Genève.

Plaignons, en attendant, ceux qui ont cru s' « élever » en se frottant, autour de tapis verts, aux « puissants du monde », et qui ne s'aperçoivent pas qu'au contact de cette bourgeoisie décadente, ils ont non seulement perdu leur dignité, mais aussi ce qu'ils avaient de tempérament et d'intelligence.

Les vrais artisans de la "victoire"

On a célébré — une fois de plus — l'armistice. Si président de la République et ministres étaient capables de la moindre reconnaissance, ils auraient été, non à l'arc de triomphe, mais au cimetière des suppliciés, afin de s'y incliner sur la tombe de ceux à qui ils doivent leur victoire : les mutins de 1917.

Car si l'armée française fut capable de résister aux grandes attaques allemandes du printemps 18, ce ne fut qu'en raison du changement de conduite imposé à l'état-major français par les « mutineries » de 1917.

Durant deux ans et demi, du lendemain de la bataille de la Marne jusqu'au débarquement de Nivelle, le soldat français fut systématiquement massacré par ses chefs, sacrifiant des centaines de mille hommes à des attaques rigoureusement inutiles, faites exclusivement pour le communiqué... et l'avancement. Lorsque l'assassin Painlevé, actuellement ministre de l'Air et alors ministre de la guerre, eut porté à son comble le crime en faisant, après l'échec du 17 avril, massacrer quelques dizaines de mille hommes supplémentaires dans le seul but, comme il osa l'avouer, de sauvegarder l' « amour-propre du général Nivelle », le vieux génie militaire du peuple se réveilla, et, au péril de leur vie, les « mutins » de mai imposèrent à leurs généraux la cessation des « attaques ».

Car ce ne fut certes point par conviction première que le nouveau généralissime cessa, presque complètement, pendant les dix mois qui suivirent, les attaques « pour le communiqué » ; ceux qui ont appartenu au 33e corps d'armée, durant qu'il y commandait en 1915, en savent quelque chose ; mais, en 1917, il avait dû comprendre la leçon des mutins. Pendant ces dix mois de quasi-repos, l'armée française put se refaire, et on eut la sagesse de laisser les Allemands déclancher les attaques que toute l'expérience de la guerre montrait devoir épuiser beaucoup plus vite l'attaquant que le défenseur.

Une fois de plus, le génie du peuple, et son esprit de sacrifice avaient assuré à la bourgeoisie française sa victoire.

R. L.

DES FAITS

LE RETOUR A LA TORTURE

Un cultivateur du Doubs soupçonné d'avoir fait avorter sa maîtresse, a été interrogé par la police sans arrêt de 5 heures du soir à 6 heures du matin, avec interdiction de manger et de s'asseoir. Les policiers, en partant, laissèrent auprès de lui le garde-champêtre armé d'un revolver avec ordre de l'empêcher de s'asseoir.

A LA RECHERCHE DU TRAVAIL

D'une enquête faite à l'Université de Chicago :

Les autorités ferroviaires de Kansas ont estimé à 1.500 au moins le nombre des migrants, hommes et jeunes gens, qui ont traversé la ville chaque jour du mois de mai dans des trains de marchandises. D'autres lignes de chemins de fer ont transporté journellement de 75 à 200 migrants. En huit mois, les autorités du « Southern Pacific Railway » ont expulsé près de 417.000 voyageurs clandestins. Des études spéciales concernant diverses villes montrent que des milliers de ces migrants en quête de travail ont reçu une instruction secondaire et des centaines d'entre eux une instruction universitaire.

La situation des fonctionnaires

Une offensive de grand style est engagée contre les traitements des fonctionnaires. Elle est accueillie avec faveur par tous ceux qui veulent préserver leur propre situation en face du péril causé par la crise économique et le déséquilibre budgétaire qui en est découlé.

Les fonctionnaires — à part les ouvriers, leurs frères de misère — ne connaissent plus d'amis. Ils n'ont que des adversaires qui prétendent les faire participer dans une proportion importante à la « grande pénitence ».

Cet état d'esprit ne date pas d'aujourd'hui. Il faudrait remonter, pour en trouver l'origine, à l'époque où les revendications des fonctionnaires trouvaient dressées contre elles tout ce que le pays compte d'oligarchies financières et de « ligues de contribuables ».

On a mal compris, jadis, dans l'opinion publique, ce qu'était la situation des employés de l'Etat. On supposait à ces derniers une situation confortable. On ne voyait que la stabilité de l'emploi, la retraite assurée. On ignorait complètement au milieu de quelles difficultés se débattait la majorité d'entre eux.

Les batailles qu'ils engageaient contre les gouvernements ne trouvaient aucun écho favorable dans l'opinion publique. On les blâmait, au contraire, de revendiquer sans cesse une amélioration de leur sort. On ne voulait pas écouter leurs doléances et on évitait d'entendre la démonstration qu'ils faisaient de l'insuffisance de leur situation.

Les gouvernants ne laissaient passer aucune occasion d'alimenter la presse en faux arguments destinés à combattre « les prétentions des fonctionnaires ». Au cours de nombreux discours, toute une série de ministres des finances s'est ingéniée à représenter le corps des fonctionnaires comme ayant bénéficié d'une large revalorisation de leurs traitements. Certains d'entre eux, notamment Poincaré, Chéron et Flandin prétendirent, au moment où l'indice officiel du coût de la vie atteignait 600 par rapport à 1914, que les traitements avaient été multipliés par un coefficient supérieur aux indices. Ils citèrent avec complaisance les chiffres 700, 800, voire 1000.

Il faut dire aussi que le développement même de la réforme des traitements contribuait à fausser les esprits. Par une politique d'atermoiements, en se refusant à régler la question d'un seul coup, les gouvernements permirent à l'opinion publique de se faire une idée inexacte de la véritable situation des fonctionnaires. Il fallut dix années pour arriver à un ajustement — très imparfait d'ailleurs — au coefficient 5. Pendant toute cette période, on parla constamment des fonctionnaires. Chaque budget était l'occasion d'une bataille. Les organisations syndicales demandaient un ajustement des traitements aux indices économiques. Elles échouaient le plus souvent et lorsqu'elles obtenaient une demi-satisfaction, le coût de la vie ayant fait un nouveau bond en avant, le problème était à reprendre en entier.

Cela, l'homme de la rue l'ignorait. Il ne retenait des événements que le nombre de millions demandés par les fonctionnaires. Il ne se rendait pas compte qu'un même crédit restait en discussion pendant plusieurs mois et chaque fois que la presse publiait des informations complémentaires, ils croyaient à un crédit nouveau venant s'ajouter aux autres.

On comprend, dans ces conditions, que le fonctionnaire n'ait pas toujours joui d'une excellente réputation et il ne faut pas s'étonner que tout le monde s'acharne sur lui, au moment où le gouvernement songe à réduire ses moyens d'existence. Aussi est-il indispensable de rétablir la vérité et de poser exactement le problème.

Des traitements insuffisants

Les traitements des fonctionnaires sont insuffisants. Nous parlons des petits et des moyens. Les fonctionnaires supérieurs ne nous intéressent pas et nous ne prendrons pas leur défense.

Il faut que l'on sache que les traitements ne sont pas ajustés au coût de la vie, malgré les déclarations contraires des ministres. Nous devons détruire dans l'esprit de ceux qui nous lisent la légende que la rétribution des fonctionnaires a été revalorisée sur un coefficient supérieur à celui du prix des choses.

Certains traitements, en effet, ont été multipliés par un coefficient supérieur à 600. Ce sont ceux qui étaient notoirement insuffisants en 1914 et que le gouvernement s'apprêtait à relever au moment de la déclaration de guerre. Qui peut prétendre qu'à cette époque-là, il était facile de vivre avec un salaire annuel allant de 900 francs à 1500 francs après trente ans de service ? Certaines catégories de fonctionnaires ne gagnaient pas plus. Elles n'étaient pas mieux partagées que les nombreux ouvriers de l'industrie privée touchant des salaires de 2 fr. 50 , 3 fr. ou 4 fr. par jour. C'était l'époque où la revendication générale était la pièce de cent sous quotidienne.

Mais il y avait d'autres catégories qui gagnaient davantage. Les petits personnels des ministères avaient l'échelle 1800-2600. C'est sur cette catégorie que les diverses commissions officielles qui, à partir de 1919 se sont préoccupées de la situation des fonctionnaires ont aligné toutes les autres. C'est ainsi que douaniers, forestiers, facteurs, etc., ont été mis sur le même plan que les personnels des ministères. Cette assimilation a été réalisée en 1919 par la commission Hébrard de Villeneuve, qui reconnaissait que « dans un délai de quatre années à compter de être inférieurs à 1800 fr. C'était donc la consécration du traitement vital de 1800 fr. (5 fr. multiplié par 360).

C'est sur ce socle que se fit la réforme de 1919 qui

porta le traitement de base à 3600 fr. alors que l'indice officiel du coût de la vie était de 200. Vint ensuite la loi de finances du 30 avril 1921. Elle spécifia que les traitements n'auraient pas dû, avant 1914, la date de la promulgation de la loi, il serait procédé à la revalorisation des traitemnts et des soldes, en conformité du coût de la vie ».

Mais à partir de cette date les divers gouvernements et les parlements se refusèrent à ajuster les traitements aux indices. La loi du 30 avril 1921 ne fut pas appliquée.

C'est aussi à partir de cette époque que les revendications des fonctionnaires se firent plus véhémentes en raison de l'augmentation continuelle du coût de la vie. Les organisations syndicales durent entreprendre de nombreuses batailles pour faire hausser les traitements.

Il en fut ainsi jusqu'au 1er octobre 1930, date qui marque, aux yeux des pouvoirs publics, le terme de la réforme. L'échelle des traitements s'établit aujourd'hui entre les chiffres extrêmes 9.000 et 125.000. Il ne faudrait pas croire que beaucoup de fonctionnaires touchent le traitement de 125.000. Ces émoluments sont réservés au privilégiés, directeurs généraux des grandes administrations. Quant aux traitements de 9.000 il est commun, à la base, à tous les fonctionnaires moyens et aux petits fonctionnaires. Ces derniers n'ont, en tout et pour tout actuellement, que l'échelle 9.000-11.500. Cela représente un gain journalier de 23 fr. 50 au début de la carrière et 30 fr. à la fin (déduction faite de la retenue de 6 % pour la retraite). Voilà la véritable situation des fonctionnaires. Elle n'est pas aussi enviable que d'aucuns voudraient le prétendre.

Elle ne correspond pas aux indices économiques. Ceux-ci gravitent « officiellement », en ce moment, autour de 540. Revalorisés, les traitements des catégories dont nous venons de parler, devraient être de 9.720 fr. à la base et de 14.040 fr. au sommet. D'où un déficit d'ajustement de 720 fr. au début et de 2.540 fr. en fin de carrière. Soulignons au surplus que ces chiffres sont obtenus en tablant sur l'indice officiel. Mais chacun sait que cet indice est loin de correspondre à la réalité. Le coût de la vie dépasse encore le coefficient 600, ce qui laisse toute sa valeur à la revendication fondamentale des organisations syndicales de fonctionnaires qui demandent le traitement de base de 10.800 fr. (1.800 multiplié par 6).

Le déficit budgétaire

Le déficit budgétaire est grave. On le chiffre à 12 milliards. Même en faisant la part de l'exagération du gouvernement qui veut affoler les esprits, il faut convenir que la brèche est importante. C'est là le résultat de la crise économique qui secoue le monde. C'est aussi celui de la politique d'imprévoyance et de gaspillage qui a été de règle depuis un certain nombre d'années.

Rappelons pour mémoire l'état de la trésorerie en 1930. A la fin du règne de M. Chéron, il y avait en réserve la somme de 19 milliards et le budget était en excédent de 7 milliards. Que sont devenues ces sommes formidables ? Ont-elles été absorbées par les fonctionnaires ? S'en est-on servi pour parfaire les lois sociales ? A-t-on entrepris une lutte conséquente contre les fléaux sociaux ? Non. Ls fonctionnaires n'en ont pas profité le moins du monde. Leurs traitements sont aussi insuffisants qu'auparavant. Les lois sociales n'ont pas été améliorées ; elles restent désespérément incomplètes.

Mais les gouvernements ont renfloué des banques en déconfiture ; des compagnies de navigation maritimes et aériennes. Ils ont prêté à fond perdu des crédits importants aux états vassaux de la France. On a permis à certains états d'acheter des canons et du matériel de guerre. On a ristourné 6 milliards aux mercantis, sans qu'aucune incidence ait été constatée sur le coût de la vie. On a alimenté les différentes caisses noires ; on a distribué un peu plus de fonds secrets.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'il y ait un trou dans le budget. Les travailleurs en sont-ils responsables ? Nullement. Et c'est pourtant à eux que gouvernants et patronat se disposent à faire supporter les frais de la crise et du déficit.

On s'aperçoit aujourd'hui que les fonctionnaires existent. Les organisations économiques qui ne pensaient qu'à faire « des affaires » au temps de la prospérité se retournent maintenant vers eux. Non point pour leur prêter main-forte et leur aider à faire revaloriser les traitements, mais au contraire, pour indiquer au gouvernement que la réduction des traitements serait un excellent moyen d'atténuer la rigueur du déficit. Elles ordonnent à leurs représentants au pouvoir de pratiquer la politique de la déflation.

Le gouvernement est toujours sensible à ces ordres. Aussi a-t-il décidé de porter atteinte aux traitements des fonctionnaires. Peu lui importe que ces derniers soient insuffisants. Peu lui importe qu'en n'appliquant pas la loi de 1921, les divers gouvernements aient volé depuis cette date, 9 milliards aux fonctionnaires. Mais une diminution des traitements est une mesure facile à prendre. Elle est au surplus d'un rendement immédiat. A quoi bon s'embarrasser de justice et d'honnêteté ! La diminution des traitement permet de ne pas penser aux moyens sérieux et efficaces de rétablir l'équilibre du budget. Elle évite de réprimer la fraude fiscale, de frapper la fortune acquise et les gros revenus, de faire rendre gorge aux profiteurs et aux écumeurs de l'épargne.

C'est pourquoi, au milieu des mesures envisagées par le tandem Germain Martin - Palmade, figure pour le chiffre de 1 milliard 445 millions la diminution des traitements des fonctionnaires.

La bataille des fonctionnaires bataille sociale

Les fonctionnaires ne sont pas décidés à se laisser faire. Leurs organisations syndicales sont alertées. Elles ont préparé leur plan de bataille. Avec des moyens quelquefois différents, ajustés à leur tempérament, elles viennent de s'engager dans le plus dur combat qu'elles aient connu depuis longtemps.

Déjà, en juillet dernier, leur combativité a empê-

ché le gouvernement, issu des élections de mai, de réussir son mauvais coup contre les traitements. Elles peuvent encore connaître la victoire si elles savent mettre tous les atouts dans leur jeu. Mais il faut qu'elles le veuillent. Elles ne doivent se prêter à aucune combinaison. Battre le gouvernement, tel doit être le mot d'ordre.

Dans la bataille qui commence, il faut employer tous les moyens de lutte. Il ne suffira pas de tenir des meetings. Il faudra extérioriser le mécontentement des fonctionnaires en manifestant puissamment dans les rues. Les meetings devront être ouverts à tous. Camarades confédérés, n'exigez pas la carte de votre C. G. T. à la porte de vos assemblées ! Donnez la parole à ceux qui, n'appartenant pas à votre centrale, désireraient dire quelque chose ! Camarades unitaires, abstenez-vous de critiquer systématiquement ceux qui ne pensent pas comme vous !

Les uns et les autres doivent faire le maximum de concessions pour sceller une entente provisoire en vue de l'action commune. La victoire finale est à ce prix.

Elle est fonction également de la part que prendront les ouvriers de l'industrie privée dans la lutte engagée. Car leur sort est en jeu. Si les fonctionnaires sont battus, ils le seront après eux. Le patronat attend que l'Etat ait réalisé la compression de ses dépenses pour appliquer chez lui la même mesure. La diminution des traitements sera le prétexte à une nouvelle ponction sur les salaires.

Le sort des travailleurs en casquette et en faux-col est lié, aucun des intéressés ne doit l'ignorer. En unissant leurs forces et en s'engageant résolument dans l'action, ils peuvent écarter la menace commune qui pèse sur eux.

R. LAPLAGNE.

Première bataille première victoire

L'indemnité de 8 % des fonctionnaires algériens

Après une longue campagne pour obtenir en Algérie les indemnités de résidence et de cherté de vie qui étaient allouées en France, les fonctionnaires d'Algérie avaient obtenu en 1927 des Délégations Financières (1) une indemnité de 8 % du traitement, payée par le budget algérien.

En 1933, ce budget se présente avec un déficit de 115 millions sur un total d'environ 1 milliard 300 millions. Les Délégations Financières, chargées d'équilibrer le budget, devaient se réunir en mai dernier. C'était l'époque des élections. Le ministère de l'Intérieur, en France, leur demanda de s'ajourner au mois d'octobre et de s'inspirer, à ce moment, de la nouvelle politique budgétaire française. En octobre 1932, on ne peut rien dire de précis sur la façon dont sera équilibré le budget français : on laisse entendre qu'il faudra diminuer les traitements de fonctionnaires — et c'est alors que part — on ne sait d'où — le bruit de la suppression de l'indemnité algérienne de 8 % qui rapporterait 46 millions au budget de l'Algérie (2).

Spontanément, des camarades des Fédérations de l'Enseignement, des Postes, des Chemins de Fer, des Contributions, des Douanes, se réunissent à la Bourse du Travail et forment un Comité Permanent — qui, à vrai dire, existait déjà et n'a fait que se réveiller au moment du danger.

Deux décisions sont prises :

1° Aller aux sources du bruit, aux Délégation Financières, et faire pression directe sur les délégués ;

2° Alerter l'opinion publique par la tenue d'un meeting.

Chez les délégués

Le soir même, le comité demandait audience aux Délégués Financiers.

Il faut dire que les délégués se répartissent en trois catégories : colons, non colons, indigènes. Les « colons » ont toujours été les adversaires des fonctionnaires et se sont toujours opposés à leurs revendications. Parmi les « non colons » plusieurs possèdent des terres et sont colons en fait, sinon administrativement. Néanmoins leur action est plutôt favorable aux habitants des villes et en particulier aux fonctionnaires. Les « indigènes » joignent leur vote, tantôt aux uns, tantôt aux autres.

De sorte que nous nous sommes d'abord assurés du vote des Délégués Indigènes. Ce ne fut pas sans peine, car on avait eu soin de laisser entendre que l'indemnité en question ne serait pas supprimée aux fonctionnaires indigènes.

En même temps, les gros commerçants réunis en un « Syndicat Commercial » votaient un ordre du jour demandant avec insistance aux Délégués Financiers d'établir leur budget sans impôt nouveau et en supprimant l'indemnité de 8 % aux fonctionnaires.

L'action du Comité du Cartel des Services Publics dut donc se diriger contre deux obstacles : Délégation des Colons et Commerçants.

Une audience fut demandée à la Commission des Finances. Après 2 h. 1/2 de discussion, nous avons prouvé qu'on pouvait équilibrer le budget avec les seules ressources qu'on tirerait de la suppression de certains grands travaux entièrement inutiles, et l'application d'une stricte justice fiscale. Aussi nous a-t-il été promis que notre indemnité de 8 % ne serait pas touchée, qu'on se contenterait de la retenir provisionnellement, et de mettre cette retenue en harmonie avec les diminutions qui seraient faites dans la métropole.

C'était un premier recul des Délégations, mais qui était loin de nous satisfaire.

(1) Les *Délégations Financières* sont le parlement algérien.

(2) Pour respecter le principe de l'égalité des charges fiscales, on établissait également une taxe viticole de 10 % sur les récoltes de plus de 5.000 hectos. 5.000 hectos représentent un revenu *net* d'environ 300.000 francs. Nous réclamons un impôt de 1 % sur les traitements des fonctionnaires *supérieurs à 300.000 francs !*

Meeting unique

On prépare le meeting, qui eut un succès remarquable. **Toutes** les organisations de fonctionnaires y étaient présentes.

Certaines d'entre elles, qui avaient organisé, le même jour, un meeting pour leur propre compte, l'ont supprimé et ont engagé leurs membres à participer à l'action commune.

On peut dire que ce meeting a vraiment réalisé l'**unité dans l'action** de tous les fonctionnaires, unitaires, autonomes, confédérés, indépendants, inorganisés.

Grâce à cette union complète, on a pu éclairer le public sur le rôle des Délégations Financières Algériennes. On a pu montrer comment cette assemblée pille le budget algérien aux dépens des ouvriers ou fonctionnaires et au profit des gros colons ou des gros commerçants. Chiffres en mains, on y a établi le pourcentage ridicule du montant de l'impôt sur le revenu payé par les colons, quand on le compare au même impôt, intégralement payé par les fonctionnaires. On a pu y dénoncer, par une documentation irréfutable, la politique économique grandiose suivie par les colons, politique dont ils retireront de gros avantages, mais qui est entièrement financée par ceux-là même qui n'en sauraient profiter.

Enfin, on a envisagé les moyens de lutte :

Boycottage de certains commerçants du Syndicat Commercial, particulièrement agressifs ;

Union avec les viticulteurs du midi, contre les gros viticulteurs d'Algérie ;

Campagne pour la réforme des Délégations Financières.

Des meetings analogues, se tenaient, avec le même succès, à Oran, Tlemcen, Bône, Bel-Abbès, etc.

La victoire

Les colons, piqués au vif, se réunissaient le lendemain en délégation séparée, et proposaient aux Délégations Plénières :

1° La suppression de l'indemnité de 8 % ;

2° La suppression du projet de taxe viticole.

La délégation des non-colons, réunie peu de temps après, proposait le maintien de l'indemnité aux fonctionnaires.

C'est alors que l'Administration et le Gouvernement général intervinrent officiellement. Après des tractations assez longues, dont il est difficile de savoir quoi que ce soit de précis — n'a-t-on pas dit que le Gouverneur avait déclaré ne plus pouvoir répondre de ses fonctionnaires si on persistait dans cette voie ? — après que la Commission des Finances eut demandé plusieurs fois l'avis du Cartel pour l'équilibre de son budget, la campagne contre le 8 % fut abandonée, et les 46 millions furent trouvés — version officielle — en retardant de 6 mois le paiement des intérêts de l'emprunt qui devait être émis le 1er janvier 1933, et qu'on n'émettra qu'à Pâques.

Nous avions gagné la bataille. Mais la lutte n'est que momentanément arrêtée. Il est fort probable que les mêmes difficultés budgétaires vont se reproduire l'an prochain. Il nous faudra alors une documentation sérieuse pour montrer que l'équilibre du budget est réalisable en dehors de toute diminution de traitements. Pour cela le Cartel des Services Publics a demandé aux syndicats professionnels (Enregistrement, Douanes, Contributions, Travaux Publics, Enseignement, Chemins de Fer, etc.) de lui fournir tous renseignements utiles quant à l'organisation financière de leur branche.

De plus, si la lutte sur le plan algérien est momentanément arrêtée, elle continue sur le plan français, et le Cartel des Services Publics envisage la tenue d'une campagne de meetings analogue à celle qui est commencée dans la métropole. Notre succès local est dû en grande partie à l'unanimité d'action des fonctionnaires — unanimité qui s'est affirmée dans tous nos meetings avec une force considérable.

Il est permis d'espérer que nos camarades métropolitains sauront réaliser en France une unité aussi complète et mener notre mouvement à la victoire.

Il y a lieu de faire remarquer, en outre, que, d'après beaucoup d'entre nous, l'action des Délégations Financières a été inspirée du début jusqu'à la fin par le Gouvernement de la métropole qui espérait trouver dans la réduction des indemnités coloniales un argument de plus en faveur de la diminution des traitements. S'il en est ainsi — et nous avons tout lieu de le croire — on ne peut que se féliciter davantage de la victoire des fonctionnaires d'Algérie.

Un gouvernement de féodaux

Enfin, notre action a eu un autre résultat qui est loin d'être négligeable.

Peu de personnes savent que l'Algérie est la propriété **exclusive** d'une féodalité agricole qui n'a son analogue qu'en Hongrie. Les Délégations Financières, qui, à l'origine, n'étaient que le conseiller de l'Administration, se bornant à proposer des plans financiers, sont en fait devenues maître absolu de la colonie.

Or ces délégations sont presque intégralement formées de colons : actuellement 62 colons sur 69 délégués. On aura une idée de l'élection « démocratique » de ces assemblées quand on saura qu'Alger a deux délégués financiers et compte 300.000 habitants, alors que certains délégués sont élus par **une centaine d'électeurs à peine** (l'un d'eux est élu par 83 électeurs).

Les gros colons entraînent dans leur sillage les petits colons à qui ils octroient — avec le budget de la colonie — des prêts à taux minime, des subventions de toutes natures (routes, coopératives, etc.) de telle sorte que le rôle de la petite culture est négligeable.

Alors qu'en France, le paysan petit propriétaire à un rôle politique et social considérable, il se trouve qu'en Algérie, la petite propriété est sous la dépendance absolue des gros propriétaires fonciers, qui, étant en fait les maîtres de l'Administration, forment une féodalité qui règne presque sans contrepoids sur la colonie.

Nous avons l'intention de dénoncer vigoureusement cet état de choses et dès maintenant notre lutte pour le salaire se transforme en lutte contre la féodalité agraire qui opprime l'Algérie.

JEAN-JACQUES.

Parmi nos Lettres

Pourquoi par rapport à 1914 ? Un camarade fonctionnaire nous écrit à propos de la réduction projetée des traitements :

...Pour moi, je ne comprends pas que l'on discute du taux de nos traitements par rapport à 1914. Pourquoi par rapport à 1914 et pas à 1831 ou à 1610 ? La question des moyens d'existence des masses travailleuses se pose par rapport aux possibilités de la production. Qu'on crève de faim en l'an 1000, normal. Qu'on porte des pantalons rapiécés quand les tissages chôment, monstrueux. Cela est vrai pour les fonctionnaires, comme pour les tourneurs, les mineurs ou les inscrits.

Des locaux... des locaux ! On verra à la « Renaissance du Syndicalisme » ce que dit Giauffret de la pénurie des locaux scolaires, surtout dans les grandes villes.

Un camarade instituteur, qui est cependant, lui, dans un village nous fait part incidemment de la situation dans son école :

En ce moment j'ai à résoudre le problème suivant: comment caser 44 mioches sur 21 tables à deux étant donné que si on voulait placer une 22e table dans la classe on serait obligé d'entrer par la fenêtre ?

Que représente Schleicher ? Un camarade nous envoie la traduction suivante d'un article du journal allemand « der Weg », pour confirmer et compléter ce que D. Guérin et S. Weil ont écrit ici sur la situation allemande :

« Dans la bourgeoisie allemande, deux ailes sont en présence. D'un côté les grands agrariens unis à l'industrie lourde; leurs représentants sont à côté des hobereaux, des industriels avec des biens familiaux comme les Thyssen,Kloeckner,Rechberg, comte Schaffgotsch, von Henckel-Donnersmark, prince Pless, etc. C'est pour ainsi dire l'aile féodale conservatrice. Leurs biens familiaux peuvent être des sociétés anonymes ou des Konzern, mais leurs traditions sont restées féodales et conservatrices. Cette aile a une grosse prépondérance dans le gouvernement von Papen.

« En face sont les représentants typiques du capital financier et commerçant. Le type du directeur général, pour lequel la possession des moyens de production se présente sous la forme d'actions de sociétés. Cette aile est, sans aucun doute, la plus moderne, justement parce qu'elle représente le capital financier, l'union de la banque et de l'industrie. Ses représentants sont: Flick, Louis Hagen, Otto Wolff, Jacob Goldschidt, Lakusen, Kreuger, Kutzenellenbogen.

« La première aile veut le retour de la monarchie. Elle désire la dictature immédiate, s'il le faut, en utilisant les extrémistes anti-ouvriers, les fascistes. Economiquement, elle veut une autarchie agricole, l'interdiction de toute réforme agraire, et une réaction politique et sociale que l'on peut imaginer.

« L'aile progressiste se rend compte que, dans la crise actuelle, avec les circonstances particulières où se trouve le capitalisme allemand, il n'est possible de conserver ni les anciennes méthodes de domination, ni l'ancienne organisation de l'économie. Elle veut aussi la dictature, mais avec la possibilité de revenir à des procédés démocratiques. Sur le terrain économique, elle préconise des mesures de capitalisme d'Etat. Cette aile sait que le développement moderne du capitalisme engendre un mouvement ouvrier moderne. Elle cherche à utiliser ce mouvement pour réaliser ses plans. C'est le sens du travail en commun, c'est le sens des tractations de Schleicher et des chefs des syndicats. Le commissaire aux prix, Gœrdeler, traduit les conceptions de cette tendance lorsqu'il demande de confier aux syndicats la gestion de toutes les assurances. Mais Gœrdeler est un homme de demain. Le général Schleicher est l'homme qui relie la machine gouvernementale à cette aile de la bourgeoisie. Pour l'instant, il ne considère pas son heure comme venue, mais il prépare ses positions avec sûreté et conscience du but à atteindre. »

La peur des coups D'une lettre :

Avez-vous vu que les socialistes, dans leur manifestation du Panthéon avaient été assez couillons pour se laisser prendre leur drapeau rouge, celui des Jeunesses de Seine-et-Oise, par les camelots du Roi?

Je me fous des étoffes. Mais du moment qu'on en déploie une dans la rue, il faut la défendre. Et avec vingt types qui ne fussent pas des nouilles ça suffisait. Or, ils étaient plus de vingt!

Oui, mais ne pas se battre n'est-il point le plus grand des biens, d'après le nouvel Evangile ?

Les réserves des sociétés anonymes A la note économique de Louzon parue dans notre numéro du 25 octobre, sous le titre « l'accroissement de la productivité et le manque de main-d'œuvre », le camarade Pérignon, des cheminots confédérés de Gisors, fait l'objection suivante :

Selon la théorie de Louzon, j'admets que si l'augmentation de la productivité s'était toujours traduite par une extension des entreprises existantes ou par la création de nouvelles entreprises il y aurait présentement ,de par le monde, beaucoup moins de chômeurs et l'absence de crise universelle serait une justification éclatante de son argumentation.

Malheureusement, soit par manque de hardiesse, par étroitesse de vues, soit pour toute autre raison, les grosses entreprises ou, plus exactement, les entreprises à bénéfices ont recherché le maximum de sécurité — ce qui était une erreur — en même temps que de satisfaction égoïste, dans l'accumulation de réserves formidables dont je ne citerai qu'un exemple, fourni par le « Petit Bleu »: pour 17 seulement des principales compagnies minières du Nord et du Pas-de-Calais les réserves — avouées — s'élevaient au chiffre formidable de trois milliards et demi. Multiplions ce chiffre par le nombre des branches d'industries diverses qui opèrent de la même façon et nous arrivons à un chiffre fabuleux de milliards dont le moins que l'on puisse dire: c'est qu'ils n'ont pas tous servi à l'augmentation de la productivité.

J'ignore la nature exacte des réserves de toutes ces grandes compagnies ou industries, mais soit qu'elles consistent en acquisition de domaines ou d'immeubles, soit encore qu'elles ne dédaignent pas de s'infiltrer dans ces exploitations coloniales où l'on gagne à tout coup (même quand on perd) on n'en devine pas moins que le monde du travail a été frustré, par la constitution de ces réserves, d'une part extrêmement importante des salaires qui auraient dû intégralement lui revenir pour que la machine capitaliste continue à fonctionner sans à-coups.

...L'on n'a pas compris, du côté capitaliste, qu'il fallait sacrifier « toutes les réserves » à la rationalisation. Si on avait fait cela, la machine se serait remise à fonctionner ! Tout au contraire on a rationalisé timidement, se contentant d'affecter à ce but une part des réserves de l'exercice en cours, rien de plus. Voilà pourquoi les effets « bienfaisants » de cette rationalisation ne furent qu'un feu de paille; et voilà pourquoi le chômage s'est développé de pair avec la productivité.

Il s'est produit très simplement que le monde capitaliste s'est trompé en accumulant des réserves. Croyant leur demander un supplément de sécurité il n'a fait qu'y trouver la précipitation de la crise, et la crise ne pourra s'atténuer qu'avec la diminution des réserves.

Notre camarade commet, à mon sens, sur la na-

ture des « réserves », la même erreur que celle commise par les actionnaires qui réclament — comme c'est le cas actuellement dans la plupart des assemblées générales d'actionnaires — qu'on accroisse leur dividende en tapant dans les réserves.

En règle générale, et malgré leur nom, les réserves ne sont en effet pas du tout des réserves ; ce n'est ni de l'argent liquide, ni de l'argent investi en des « placements sûrs », mais simplement de l'argent utilisé pour agrandir l'affaire elle-même, pour faire de nouvelles installations, construire de nouvelles usines, accroître l'outillage, etc... Ce ne sont donc point en réalité des réserves, mais bel et bien du capital.

Voici pourquoi elles s'appellent « réserves », et non « capital » :

Au lieu de distribuer chaque année à leurs actionnaires tous les bénéfices qu'elles ont réalisés dans l'année, et, lorsqu'elles veulent s'agrandir, procéder à des augmentations de capital afin de se procurer l'argent nécessaire à leurs agrandissements, les sociétés françaises ont l'habitude de ne distribuer qu'une part seulement des bénéfices réalisés, et, avec le restant — qu'elles portent à leur bilan sous le terme de « réserves » — elles procèdent à leurs agrandissements sans avoir besoin de faire de nouvelles émissions de capital.

C'est ainsi qu'ont notamment procédé les grandes compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, dont le capital nominal, le capital qu'elles ont demandé à leurs actionnaires, est, et surtout autrefois était, extrêmement faible par rapport à l'immensité de leurs installations. Ces installations, qui constituent bien en totallité du capital, puisque toutes sont également des moyens de production, n'ont été payées que pour une part très faible avec le capital demandé aux actionnaires, le reste a été payé avec les bénéfices réalisés au moyen des installations plus anciennes, bénéfices dont une part seulement avait été distribué comme dividende aux actionnaires, le reste ayant été mis en « réserve » par la société.

Contrairement donc à l'opinion de notre camarade, les réserves ne sont nullement des fonds soustraits à la production ; elles servent au contraire essentiellement à l'extension de la production ; c'est du « capital accumulé » type, au sens strict du terme.

J'ajoute que cette manière de procéder, par « réserves », est spéciale aux sociétés françaises, les sociétés étrangères, et particulièrement les sociétés américaines, distribuant, elles, généralement la totalité de leurs bénéfices, et faisant appel à une augmentation de capital chaque fois qu'elles ont à accroître leurs moyens de production.

Je ne vois pas, au point de vue des répercussions économiques, de différence entre les deux procédés. La seule différence importante est qu'avec le procédé français, les banques (auxquelles les sociétés même les plus puissantes sont obligées de recourir lorsqu'il leur faut faire une nouvelle émission de capital) sont privées de fructueuses commissions — ce qui explique pourquoi les journaux, qui sont spécifiquement des organes de banques, comme le « Petit Bleu », attaquent, chaque fois qu'ils en ont l'occasion, le procédé des « réserves ».

R. L.

Au-dessous de la S. D. N. !

Le 16 octobre, paraissait dans le « Temps » une interview de l'ambassadeur japonais Hirota, révélant que le Manchou-Kouo (le gouvernement institué par les Japonais en Mandchourie) avait déjà 5 consulats en territoire soviétique, et qu'il ne dépendait que de lui d'en avoir un sixième, à Moscou même. Cette nouvelle nous avait paru si monstrueuse que nous n'avions point osé en parler tant que nous n'en avions pas confirmation de l'U. R. S. S. elle-même. C'est aujourd'hui chose faite. Une dépêche de l'agence Tass du 15 novembre publiée par « l'Humanité » reconnaît qu'il existe à Blagovestchensk, ville russe de Sibérie, un consul **mandchou**, reconnu par les autorités russes, qui traitent avec lui seul, tout ce qui est relatif à la Mandchourie.

« *Le consul désigné* (à Blagovestchensk) *par le gouvernement mandchou*, déclare le consul général à Kharbine dans une note aux représentants du Manchou-Kouo, *représente la Mandchourie, et dans ces limites la collaboration des autorités locales lui est assurée. Le consul chinois à Blagovestchensk désigné par le gouvernement chinois continue à remplir ses fonctions pour les affaires ne concernant pas la Mandchourie.* »

Ainsi, pour le gouvernement de Staline, la Mandchourie ne fait plus partie de la Chine ; le droit du Japon sur sa conquête est officiellement reconnu !

Or c'est là chose que ni la S.D.N., ni aucune puissance capitaliste n'a encore osé faire. Dans aucun Etat bourgeois, autre que le Japon, il n'y a encore de consuls, ni d'autres agents diplomatiques du Manchou-Kouo. L'U.R.S.S., l'U.R.S.S. de Lénine et de 1917, l'U.R.S.S. qui appelait solennellement, il y a quinze ans, tous les peuples à l'indépendance, l'U.R.S.S. qui entendait sceller l'alliance du prolétariat et des peuples opprimés, est maintenant le premier pays à reconnaître l'acte de banditisme impérialiste le plus caractérisé qui se soit produit depuis la guerre !

Voilà où mène l'abandon des principes révolutionnaires ! Voilà où aboutit le fait de conduire une politique impérialiste sous le faux prétexte d'aider à la révolution mondiale !

En abandonnant la grande règle formulée dans les premières années de la Révolution : l'abandon de toutes les « concessions » czaristes, l'abandon de tous les droits et entreprises que l'impérialisme du czar s'était fait concéder en pays étrangers, — en maintenant par la force, contrairement à ce principe, ses « droits » à la concession czariste de l'Est-Chinois (1), l'U.R.S.S. mettait le doigt dans l'engrenage de l'impérialisme : il ne lui est plus possible de le retirer. Qui dit politique impérialiste dit politique de composition avec les autres impérialismes : « je donne afin que tu donnes », ou plutôt : « prends à condition de me laisser prendre ». Pour sauver sa concession de l'Est - Chinois, l'impérialisme stalinien livre les 20 millions de paysans chinois de la Mandchourie à l'impérialisme nippon.

R. L.

(1) Pour des renseignements plus complets sur la concession de l'Est-Chinois, on peut consulter la *R. P.* de 1929 (Nos 85, 87, 89, 93).

UNE CONSCIENCE

Fernand LORIOT

Loriot est à l'hôpital Saint-Denis ; il va très mal.

J'apprenais cette nouvelle dans l'après-midi du mercredi 12 octobre. Le même jour il mourait, à l'âge de soixante-deux ans.

Nous ne nous étions pas rencontré, si je me souviens bien, depuis l'enterrement de Fulconis. Son visage creusé, sa taille plus voûtée m'avaient frappé. « Ça ne va pas fort, mais ça va mieux », m'avait-il dit. On ne s'était pas revu depuis. Nulle part on ne se rencontre plus difficilement qu'à Paris. Surtout quand les camarades de pensée ne sont pas entraînés par le courant comme après 1919 ; ou ne se tiennent coude à coude pour le remonter comme après 1914. Nous ne sommes pas à l'une de ces périodes. Chacun est plus ou moins tenté de rester dans son coin, pris par son travail et ses soucis. Loriot a toujours travaillé dur. Longtemps, il a dû accepter des travaux de comptabilité, après sa classe, pour faire face à ses charges. Même une fois sa retraite prise. Et le faire malgré une santé menacée.

Un dernier échange de lettres remonte à plusieurs mois. Je lui avais écrit au sujet d'une certain nombre d'inexactitudes — entre beaucoup — rapportées par Ferrat dans son « Histoire du parti communiste français ». Sa réponse est datée du 23 mars dernier.

Nous n'étions guère nombreux le samedi 15 octobre, dans le cimetière de Pantin, derrière le cercueil de celui qui sauva l'honneur du socialisme français pendant la guerre et qui personnifia ici le communisme dans les années 1917-1920.

Ceux qui exploitent le monopole du socialisme comme ceux qui détiennent le monopole du communisme n'ont pas ressenti la perte d'un des leurs. C'est trop naturel.

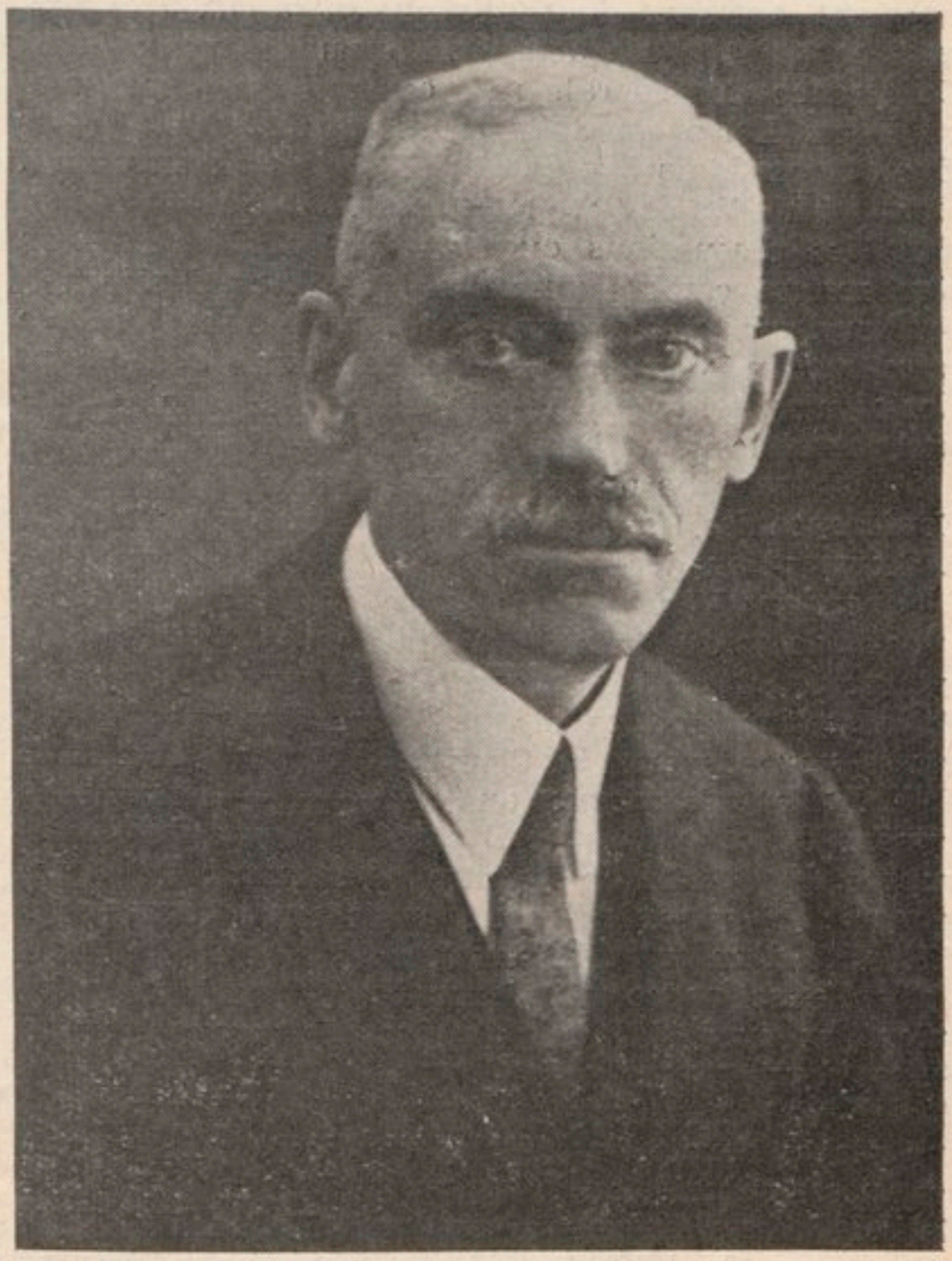
Mais dans le monde entier, les hommes qui restèrent internationalistes pendant la guerre et se portèrent tout de suite à la défense de la Révolution russe, ceux-là dans tous les pays, en Russie comme ailleurs, plus qu'ailleurs, et pas seulement parmi les opposants, déportés ou non, auront baissé le front à la nouvelle de la mort de Loriot.

Il sauva l'honneur

Oui, l'on peut dire de Loriot qu'il sauva l'honneur du socialisme français pendant la guerre. Ce n'est pas une fleur pour oraison funèbre. C'est la pure vérité. Il a eu le courage d'aller plus loin que Bourderon, et de poursuivre l'effort de Zimmerwald. Il l'a continuée même lorsque Louise Saumonneau, qui l'avait secondé jusqu'alors, se retira, effrayée à la perspective d'une scission du parti socialiste.

Il y avait deux branches dans le Comité pour la reprise des relations internationales, une branche socialiste et une branche syndicaliste. Loriot appartenait plutôt à la première. Il était au parti socialiste avant-guerre. Les camarades de Puteaux ne l'ont pas oublié. Cela ne l'empêchait pas, bien sûr, de militer à son syndicat, mais il attachait plus de prix au parti qu'au syndicat, et c'est à la fin de sa vie seulement qu'il modifia son point de vue.

Bouët a rappelé dans l'« Ecole Emancipée » un fait peu connu. Au lendemain du Congrès de Chambéry, en pleine tourmente des syndicats d'instituteurs et



Fernand Loriot

en pleine répression, c'est Loriot qui prit la fonction de trésorier dans le nouveau bureau fédéral constitué par le syndicat de la Seine. En 1913, au Congrès de Bourges, Glay et ses amis, qui avaient appelé à la rescousse Laval, l'avocat de la Fédération, préconisaient la dissolution et disaient à Chalopin qu'il n'aurait plus personne dans la Seine, qu'il serait révoqué, ainsi que tous ceux qui entreraient au bureau fédéral ; le ministre en avait fait la menace. Du fond de la salle une voix s'éleva, celle du trésorier, en train de verser aux délégués leurs indemnités de chemin de fer : « Tu ne seras pas seul, Chalopin : tu peux compter sur moi ».

Ce Loriot des jours héroïques, on devait le retrouver non pas au mois d'août 1915, comme l'écrit Bouët, mais certainement plus tôt. Il s'était laissé

entraîner au début par la vague d'union sacrée. Ses adversaires du parti lui ont souvent reproché un article écrit dans les premières semaines de guerre. Mais il s'était ressaisi très vite. J'en trouve le témoignage dans une lettre que m'écrivait Marie Guillot en janvier 1915 ; elle m'annonçait avoir vu Lapierre — celui du Syndicat national — et appris par lui que non seulement lui-même mais Loriot et le vieux Murgier (le Bûcheron) étaient disposés à lutter. Il faut dire que les Marseillais — Lafosse, Audoye et leurs camarades — qui avaient la charge de l'« Ecole Emancipée » et qui la portèrent avec tant de mérite pendant toute la guerre, avaient tout de suite donné l'exemple de la résistance. Les militants de province et de Paris de la Fédération de l'Enseignement, ont sans doute discuté entre eux à ce premier congrès fédéral de guerre, tenu à la veille d'une Conférence Confédérale ; ils ont mis au point leurs opinions. Loriot mettait un soin méticuleux à ces discussions. Mais il y avait déjà plusieurs mois qu'il était gagné. En octobre-novembre 1914, Hélène Brion, dans les discussions du Comité Confédéral, — on s'en rendra compte quand la C.G.T. se décidera à publier les procès-verbaux du Comité Confédéral de cette époque, — penchait déjà de notre côté. Elle, ni Loriot n'avaient pas attendu août 1915 pour se ranger parmi les pacifistes et les internationalistes.

Loriot travailla d'accord avec Merrheim jusqu'à la Conférence des Bourses et des Fédérations qui se tint à Clermont en décembre 1917.

Cependant Merrheim, au cours de l'année 17, s'occupait moins du Comité pour la reprise des relations internationales. Une cassure s'était produite au sein de la section syndicaliste ; certains éléments étaient partis pour former le Comité de Défense syndicaliste. Loriot m'a raconté que n'ayant pas compris les raisons de cette cassure il avait fait une démarche auprès du Comité de Défense pour tenter de le ramener ; il y avait échoué, mais avait compris la difficulté d'un travail commun.

C'est aussi parce que Merrheim et Bourderon refusaient, en avril 1917, de répondre à la convocation en Suisse d'une nouvelle Conférence internationale, que Loriot y partait. Cette conférence, il ne l'apprit que sur place, devait fixer l'attitude des révolutionnaires russes réfugiés en Suisse avant le refus des Alliés de leur laisser traverser leur territoire pour rentrer.

Au cours de 1917, Loriot et Saumonneau doivent peu à peu assumer le travail du Comité de la reprise délaissé par Merrheim. Si bien qu'à partir de 1918 ils en sont les chefs de file. En juillet 18, au Congrès Confédéral, Merrheim signe une trêve avec Jouhaux. Mais le même mois, au Conseil National socialiste la droite jusqu'auboutiste est battue. La minorité syndicaliste, qui avait été jusqu'alors à la pointe de l'opposition à la guerre, va marquer un mouvement de recul, tandis que la minorité socialiste, rattrapant son retard, part avec élan. Les chemins de Loriot et de Merrheim s'écartent désormais. Dans le nouveau bureau du parti socialiste, Loriot prend la fonction de trésorier.

Du bolchevisme au syndicalisme

Au début de 1919, la guerre finie, avec le retour des démobilisés le mouvement va-t-il faire peau neuve ? La tâche du Comité de la reprise est achevée ; une nouvelle commence. La IIIe Internationale est le symbôle de l'esperance révolutionnaire. Le Comité se transforme et devient le Comité de la IIIe Internationale ; il garde ses deux sections, la syndicaliste et la socialiste. Louise Saumonneau ne veut plus du secrétariat ; je le prends.

Nous partons pour une double expérience. Les socialistes comme Loriot adhèrent sans réserves au bolchevisme et en adoptent la conception du parti animateur et maître de toutes les autres organisations. Les syndicalistes révolutionnaires, sans adopter cette conception, mais d'accord sur les soviets et la dictature du prolétariat, pensent pouvoir travailler avec le bolchévisme dans toute l'œuvre révolutionnaire.

Nous nous sommes souvent chamaillés, avec Loriot; il défendait avec ardeur son point de vue ; nous défendîmes le nôtre. Mais nous avions tant de pensées communes et tant d'ennemis communs que nous ne pouvions cesser de nous regarder comme de bons camarades. En mai 1920, quand le Gouvernement imagina un mystérieux complot pour expliquer et pour briser la deuxième grève des cheminots, nous fûmes fourrés à la Santé, Monmousseau et moi, Loriot et Souvarine qui avait rallié depuis le Comité de la IIIe Internationale. Les deux sections du Comité de la IIIe étaient ainsi pareillement à l'honneur.

C'est pendant notre séjour de dix mois à la Santé que se produisit à Tours la scission du parti socialiste. On discutera longtemps sur elle. Loriot, a-t-on dit, en avait non seulement accueilli l'hypothèse mais proclamé la nécessité. Le grand crime ! Un parti politique est un organisme basé sur des opinions ; ce n'est pas comme le syndicat un organisme basé sur le fait d'être ouvrier ; quand dans un parti les opinions se heurtent aussi violemment et sur des questions aussi essentielles que la guerre et la révolution, ce parti est forcé de se briser. Le parti socialiste s'est brisé à Tours. Dans sa large majorité il a rallié la IIIe Internationale. Il l'aurait ralliée dans une plus large majorité encore si la cassure s'était faite non derrière Frossard et Cachin mais derrière Longuet et Paul Faure. Que serait-il resté autour de Renaudel ? Et même telle que la scission s'était faite, le parti communiste pouvait facilement devenir le grand parti de la classe ouvrière française. Sans la crise ouverte dans le parti russe et dans l'Internationale communiste, en 1924, par la mort de Lénine, il le serait devenu probablement. Sans quelque autre chose aussi : les mœurs de cliques que le bolchevisme a étalées partout depuis 1914 pointaient déjà dans l'ombre avec Souvarine. Sans tout cela le parti communiste aurait eu un autre destin. Le parti socialiste pourrait, aujourd'hui, chercher ses éléments ouvriers.

Peu après son retour de Moscou, où il avait participé au troisième Congrès de l'Internationale communiste, Loriot fut obligé, par son état de santé, de se mettre en marge du mouvement pour un temps. Il ne devait reparaître qu'en 1925 pour combattre la « bolchévisation ». Au congrès de Clichy, il put mesurer ce qu'était devenu le parti qu'il avait tant contribué à créer. Gouralsky, le délégué de l'Internationale, lui proposa, ainsi qu'à Dunois, le marché traditionnel : Signez une déclaration désavouant

Hoegiund... Monatte et Rosmer et vous rentrez en grâce. Loriot et Dunois l'envoyèrent promener sans ménagements. C'est encore à ce congrès de Clichy que Loriot entendit cette menace de Treint : « Nous vous combattrons par tous les moyens ». Ce « par tous les moyens », Loriot ne l'avait jamais pu digérer ; il le rappelait à chaque instant.

En 1926, il ne reprit pas sa carte du parti. Cependant il continua encore à militer avec le groupe de « Contre le Courant ». Mais un jour il se rendit compte que l'opposition de parti n'avait pas moins tort que le parti. C'est alors qu'il écrivit ici ses deux articles sur **les Problèmes de la Révolution prolétarienne.** Il déclarait avec fermeté :

« L'expérience de ces dix dernières années permet aujourd'hui de mesurer l'erreur de la thèse russe sur le Parti communiste et ses tâches historiques ».

S'il est quelqu'un qui a eu confiance dans le parti, une confiance raisonnée, passionnée, c'est bien Loriot. L'expérience la lui a fait perdre. Sans faux amour-propre il l'a proclamé et s'est rallié au syndicalisme révolutionnaire.

Le coup de pied de l'âne

Ce ralliement a permis à Frossard de montrer un talent de philosophe qui n'a d'égal qu'un ingénu cynisme.

« Depuis des années, a-t-il écrit de Loriot, il n'était plus question de lui qu'au sein de ces petits groupes de doctrinaires immobiles, aigris par de rudes déceptions, et qui passent leur temps à se décerner des certificats de clairvoyance politique sans même s'apercevoir que la vie les a dépassés et les dédaigne. A ces foyers où vacille une flamme pauvre, Loriot était venu prendre place, las sans doute, épuisé physiquement et moralement. »

Frossard préfère les foyers où brille une flamme riche. Pas de crainte qu'il soit prisonnier de ses idées. Quelles idées ? Celles d'avant-hier, d'hier, d'aujourd'hui, de demain, d'après-demain ? Il est tout prêt à en afficher de nouvelles pour jouer un rôle. Pour être quoi ? Député de la Guadeloupe ? Pour enfiler la défroque de Briand ou celle de Laval ? Du moment que celui-ci a pu être président du Conseil, pourquoi lui, Frossard, ne pourrait-il en espérer autant ? Ce malin pourrait bien se tromper. Les beaux temps pour les renégats du socialisme touchent à leur fin. La bourgeoisie a ses hommes et le socialisme aura les siens, qui ne seront pas les mêmes. La fidélité à des idées sera bientôt mieux portée. Les sans-idées pourront s'apercevoir que la vie fait mieux que les dépasser et les dédaigner, elle les force à se rouler dans le crottin de la piste du cirque et s'amuse de leurs grimaces.

Ce Loriot, « plus maître d'école qu'instituteur », « sans calcul et sans malice », « dont le rôle n'était point à sa taille », n'a pas couru après ce rôle pas plus pendant la guerre qu'après ; il ne l'a disputé à personne ; il l'a pris uniquement parce que personne d'autre ne le prenait, parce que sa droiture, sa conscience et sa fidélité à ses idées lui commandaient de le prendre malgré les dangers qui pouvaient en résulter, le poteau pendant la guerre, l'assassinat politique aujourd'hui, pour les révolutionnaires qui refusent de penser par ordre.

Pierre MONATTE.

Les événements d'Allemagne

La grève des transports de Berlin

La grève de Berlin, décidée, sur l'appel des communistes et des Hitlériens, et malgré l'opposition des cadres syndicaux, par 78 % des ouvriers, faillit constituer un évènement décisif.

Dans un pays où il y a presque huit millions de chômeurs, qui souffrent la plupart de la faim, une grève non soutenue par le syndicat a pu supprimer complètement, et pendant plusieurs jours, tout transport dans la capitale (le chemin de ceinture excepté). Ce résultat a été obtenu grâce à l'appui de la population ouvrière, que la nature même du métier touché par la grève amenait à prendre part à l'action : les ouvriers, les ouvrières de Berlin apportaient à manger aux membres des piquets de grève, et se joignaient à eux pour empêcher le départ des tramways et autobus conduits par des jaunes.

Un semblable mouvement, réalisant ainsi l'union spontanée des forces ouvrières dans la capitale, aurait facilement pu prendre le caractère d'une lutte contre la régime. Aussi, affolée, la « Deutsche Allgemeine Zeitung », organe de la grande industrie, jeta-t-elle un cri d'alarme, et réclamait-elle une action vigoureuse de la police, en demandant que celle-ci fut « couverte par ses chefs même en cas d'agression ». En même temps, le « Vorwaerts » présentait tout le mouvement comme une provocation des communistes et des hitlériens unis, provocation qui pouvait, disait-il, servir de prétexte pour un ajournement des élections.

La grève, qui durait encore au moment des élections, apporta au Parti Communiste, à Berlin, un succès électoral foudroyant. Un gain de 138.596 voix lui permit de dépasser les hitlériens de plus de 141.000 voix, les social-démocrates de plus de 214.300 voix, alors qu'en juillet, il se plaçait au troisième rang. Les hitlériens eux-mêmes, grâce à leur participation active à la grève, perdirent beaucoup moins que dans l'ensemble du pays.

Mais le lendemain, les hitlériens, comme il était à prévoir, donnèrent le mot d'ordre de la reprise du travail, pendant que les cadres syndicaux accentuaient leur pression. Et, immédiatement, le travail reprit.

Ainsi, même à Berlin, même dans les circonstances les plus favorables, le Parti Communiste allemand ne remporte qu'un succès d'ordre électoral. Au moment même d'une victoire éblouissante dans les élections, les faits ont montré que la puissance du Parti Communiste, quand il est réduit à ses propres forces, est, dès qu'il s'agit d'une action réelle, exactement nulle.

Cela permet de mesurer la bonne foi ou la perspicacité de l'« Humanité », selon laquelle les six millions de bulletins communistes représentent : « six millions de combattants pour les luttes extra-parlementaires, six millions de futurs grévistes ».

Les élections

L'échec de la grève des transports est d'une importance bien plus grande que les élections.

Cependant les élections sont significatives en ce sens que le « gouvernement des barons » avait en quelque sorte posé la question de confiance au peuple allemand.

La réponse est écrasante. Plus de 83 % des voix sont allées aux partis d'opposition (Centre et Partis Communiste, Social-Démocrate et National-Socialiste). Plus de 70 % des voix sont allées aux trois partis dont toute la propagande s'était faite, cette fois, sur ce thème commun : « Contre le gouvernement des barons ! Pour le socialisme ! »

Les deux partis de gouvernement (Nationaux-Allemands et Populistes), soutenus par l'appareil d'Etat, n'ont pourtant gagné ensemble qu'un million deux mille voix, évidemment venues du courant grand-bourgeois qui existait, à côté d'autres courants bien différents, dans le parti hitlérien.

En dehors de cette perte prévue et normale, les hitlériens ont perdu près d'un million de voix. Preuve que leur prestige, diminué par le fait essentiel qu'ils n'ont pas le pouvoir, n'a pu être rétabli par leur démagogie révolutionnaire. Cependant, le parti hitlérien ne se désagrège pas, il s'en faut de beaucoup ; il est encore de loin le plus fort.

Le « bloc marxiste », comme disent les hitlériens, n'a perdu que 17.300 voix, ce qui, vu le nombre des abstentions, accroit légèrement son importance relative. Sa composition intérieure a changé. Comme en juillet, le Parti Communiste gagne et la Social-Démocratie perd. Comme en juillet, les gains de l'un (604.511 voix) équivalent presque exactement aux pertes de l'autre (721.818 voix). Les chiffres de ces gains et pertes atteignent presque ceux de juillet. Le rythme s'accélère donc beaucoup. Cependant, la Social-Démocratie, elle aussi, est loin de se désagréger ; elle dépasse encore le Parti Communiste de plus de un million deux cent mille voix.

Il semble probable que ceux des électeurs perdus par Hitler qui ne se sont pas ralliés au gouvernement n'ont en général pas voté, et qu'au contraire les électeurs perdus par la Social-Démocratie ont voté communiste.

L'échec des « barons », le succès des communistes rendent le Parti Hitlérien indispensable à la grande bourgeoisie. La « Deutsche Allgemeine Zeitung » s'en aperçoit de plus en plus, et non sans angoisse. Les « barons » devront disparaître, ou s'entendre avec les hitlériens. Si cette entente se fait, comment se fera-t-elle ? Par un « bloc des droites » allant du centre à Hitler ? Par un « gouvernement syndical » allant du chef syndical socialiste Leipart au national-socialiste Gregor Strasser ? La « Deutsche Allgemeine Zeitung », c'est-à-dire l'industrie lourde, préfère la première solution. De toutes manières le danger fasciste, bien qu'il ne soit peut-être pas immédiat, est aussi menaçant que jamais. Tout mouvement avorté qui, comme la grève des transports, effraye la bourgeoisie sans l'affaiblir, le rend plus aigu.

S. W.

P. S. — Nous connûmes trop tard la démission de Von Papen pour pouvoir la commenter dans ce numéro.

Ecole et Liberté

Que les pédagogues soient communistes, anarchistes, ou bourgeois ; qu'ils soient catholiques, protestants, ou athés, ils sont généralement d'accord pour faire grief à l'école actuelle d'abuser de l'autorité des maîtres. Ceux-ci sont — disent tous les pédagogues — des professeurs d'habitudes, ils ne sont pas, ou tout au moins autant qu'il le faudrait, des éveilleurs de l'esprit ; ils préparent des sujets et non des hommes libres.

A vrai dire cette unanimité dans la critique ne va pas jusqu'aux détails : les mêmes mots ne signifient pas toujours la même chose et l'on devine sans peine qu'un catholique et un non-croyant ne sont pas entièrement d'accord sur les buts éducatifs et les moyens d'y parvenir. Pour éviter toute équivoque il nous faut d'abord éclairer notre lanterne.

Préparer des hommes libres, n'a de sens que si l'on admet une certaine liberté des individus, parfaitement conciliable avec le déterminisme.

Il ne s'agit évidemment que d'une liberté relative, il n'y a ni liberté absolue ni déterminisme absolu : nous ne nous soustrayons pas aux lois de la pesanteur mais nous construisons des échelles, des treuils, etc. ; nous pouvons faire, dans certaines limites, ce que nous avons décidé, changer notre manière d'agir en cas d'insuccès ; nous pouvons aussi influer sur nos pensées, nos sentiments, notre volonté. Nous sommes libres dans la mesure du facteur personnel de la décision. Notre liberté dépend donc de notre développement intellectuel et sentimental d'une part, du développement de notre volonté de l'autre. L'individu qui ne peut prendre de décisions raisonnées ou qui est incapable de conformer sa conduite à son jugement par insuffisance de l'éducation de ses sentiments ou de sa volonté n'est pas libre : il est l'esclave de ses plaisirs, de ses caprices, de ses faux jugements.

Les anarchistes, écrivait Malatesta, ont tellement souffert de l'autorité, ils en ont une telle haine, qu'ils en arrivent volontiers à penser que la meilleure méthode d'éducation à employer avec leurs enfants, consiste à les laisser grandir dans la liberté la plus absolue: jamais d'observations, pas de fantaisies qui ne soient tolérées, l'insolence est respectueusement ménagée, la brutalité, la grossièreté même, la paresse est excusée et la gourmandise est absoute. A en croire ces très sincères mais malheureux camarades, cela s'appellerait: respecter l'individualité de l'enfant. En réalité, c'est la culture intensive des mauvaises herbes, et l'enfant se mue en grandissant en un parfait égoïste. Son père, croyant former une individualité, n'a réussi qu'à faire un enfant gâté. Malheur à ceux qui plus tard auront commerce avec cette brute. Il sera, selon les circonstances et selon son tempérament, soit un tyran, soit un vaniteux, soit un paresseux, quand il ne sera pas les trois à la fois.

Pour que l'homme de demain soit vraiment maître de lui-même et non pas esclave de ses impulsions et de ses passions il est évident qu'il faut **d'abord** faire acquérir de **bonnes habitudes** au jeune enfant d'aujourd'hui. Malheureusement cette partie de l'éducation est parfois considérée comme toute l'éducation et — c'est si commode — les éducateurs oublient qu'une véritable éducation pour la liberté, pour la

libération de l'enfant, n'est concevable que s'ils usent de moins en moins de contrainte. Le véritable éducateur est celui qui émancipe peu à peu les enfants, qui leur laisse de plus en plus d'initiative, qui exerce peu à peu leur esprit critique.

Il est de nombreux cas où les enfants pourraient choisir entre plusieurs alternatives sans qu'il en résulte d'inconvénient ; dans la famille comme à l'école on ne saisit pas assez souvent les occasions de les amener à agir et à se décider par eux-mêmes. Il ne faut ni les guider, ni les servir, ni les commander, ni les dispenser d'efforts lorsque la chose n'est pas indispensable.

Sans doute faut-il que les jeunes enfants obéissent mais il est désirable qu'ils aient conscience que les ordres reçus ne résultent pas du caprice de ceux qui les donnent et enfin qu'une liberté aussi étendue que possible leur soit laissée dans le choix des moyens.

La plupart des désobéissances des enfants résultent des maladresses des éducateurs : ordres trop nombreux, trop précis, contradictoires, capricieux ou auxquels l'enfant sait qu'il peut ne pas obéir en usant de pleurs ou de cris.

Il faut que les éducateurs permettent aux enfants de juger, de raisonner, de choisir, de se déterminer et d'agir d'après leur propre initiative toutes les fois que leur développement intellectuel et affectif le leur permet. Ce n'est pas assez : il faut encore que les éducateurs s'ingénient à fournir aux enfants des occasions de développement, qu'ils organisent un milieu éducatif dans lequel l'enfant pourra agir, et par conséquent apprendre à juger, à se déterminer, à vouloir.

L'Ecole ne pourra constituer un tel milieu éducatif que lorsqu'il y aura, à ce sujet, accord entre les maîtres et les parents pour la libération de l'enfant. Faute d'un tel accord, ce dernier risquerait d'être soumis à deux régimes opposés, ce qui ne serait point favorable à une bonne éducation.

La liberté de l'enfant n'est pas moins utile aux éducateurs qu'aux élèves eux-mêmes. Pour agir efficacement sur le développement d'un enfant il faut connaître cet enfant, ses actions, ses réactions, ses intérêts et on ne peut bien connaître cela que si on l'observe en liberté. Dans l'Ecole actuelle c'est pendant les récréations, c'est-à-dire pendant les moments de liberté, que les maîtres apprennent le mieux à connaître leurs élèves.

Ainsi le premier rôle de l'éducation consiste à préparer pour l'enfant un milieu tel qu'il ait des occasions d'agir conformément à sa nature, sans danger pour lui et pour les autres et de telle façon que ses actions, comportant le maximum d'initiative possible, favorisent le développement de sa personnalité.

Les écoles Montessori

Une pédagogue catholique de grand renom, Mme Montessori, a voulu placer les jeunes enfants dans un tel milieu. Elle a imaginé pour eux une série de jeux devant permettre aux petits de faire leur auto-éducation, c'est-à-dire de s'éduquer eux-mêmes. Ces jeux sont tout d'abord des jeux sensoriels, qui leur permettent d'exercer leurs mains, leurs yeux, leurs oreilles, etc.

Une école Montessori, écrit Alix Guillain (*L'Humanité*, 27 août 1922), *ne ressemble en rien aux institutions que nous connaissons. Pas de pupitre, pas de banc. Les enfants sont assis ou couchés à l'endroit qu'ils ont choisi. Ils ont de petites tables et de petites chaises qu'ils peuvent aisément déplacer. Ce qui paraît encore plus étonnant, c'est que, la plupart du temps, chacun de ces enfants est occupé à autre chose, passionnément concentré sur sa besogne. Que fait pendant ce temps-là le maître ? Il essaie le plus possible de ne pas trop faire sentir sa présence et de ne pas s'immiscer inutilement dans le travail des enfants. De temps à autre on entend une petite voix joyeuse qui l'appelle: « Viens vite voir ce que j'ai fait ! »*

Evidemment, pour en arriver là, il fallait d'abord guider les efforts des enfants, trouver des moyens d'exercer leurs sens, leurs muscles et leur intelligence. Aussi Maria Montessori a-t-elle inventé une série d'instruments de travail plus ingénieux les uns que les autres par lesquels les enfants, soit seuls, soit en groupe, arrivent à prendre conscience de leurs forces... Il faudrait pour faire comprendre toute la beauté du système de Maria Montessori pouvoir entrer dans les détails...

N'entrons pas dans tous les détails mais examinons-en quelques-uns seulement. Dans les écoles Montessori l'enfant apprend à travailler tout seul, grâce au caractère auto-correctif de son matériel.

Entendez par là, dit Dewey dans *les Ecoles de demain, que chaque objet est disposé de manière à ce qu'en l'utilisant l'enfant ne puisse réaliser qu'une seule combinaison; dès lors, s'il commet une erreur, il ne peut y réussir et point n'est besoin de lui signaler comment corriger son erreur. Il est en face d'un problème qui tombe sous les sens et qu'il résoudra en maniant le matériel. Ainsi l'enfant s'éduque lui-même puisqu'il constate ses propres fautes et y remédie, le résultat final doit en effet être parfait et une réussite ou un échec partiels ne sont pas possibles.*

Prenons par exemple l'objet le plus simple, du matériel: le bloc de bois dans lequel on enfonce des cylindres. Il y a dix de ces cylindres dont les dimensions diffèrent chaque fois de 5 mm. L'enfant enlève tous ces cylindres de leurs trous, les mélange, puis replace chacun d'eux dans le trou qui lui convient; s'il lui arrive d'en placer un dans un trou trop profond, il disparaît; si le trou est peu profond, le cylindre fait saillie, c'est seulement quand tous les cylindres sont à leur place respective que l'enfant a devant lui un bloc bien rempli. Toutes les plaquettes géométriques sont de la même manière auto-correctives.

Avant de louer, sans réserves, la méthode Montessori, comme l'ont fait Guillain et quelques autres pédagogues révolutionnaires, il convient d'y regarder d'un peu plus près.

En pratique, écrit une autre pédagogue catholique, *c'est suivant un idéal préconçu que Mme Montessori elle-même, si respectueuse pourtant de la personnalité de chaque enfant, lui crée les cadres qui conviennent le mieux à sa formation; la discipline des stimulants, de l'ambiance le range à ses lois, cette discipline qui, pour être merveilleusement adaptée à ses facultés et acceptée joyeusement, n'en est pas moins une pression exercée sur lui, un dressage.* (Marie Fargues: *Les tendances actuelles en éducation*).

Voici qui est assez clair, la méthode de Maria Montessori fait partie de ces

efforts accomplis sous le contrôle de la prudence chrétienne pour fournir aux écoliers un régime qui les amène progressivement à savoir user de leur liberté et à prendre conscience de leurs responsabilités sociales.

Le pape Pie XI, dans son Encyclique sur l'Education, écrit :

A prendre les mots dans leur sens naturel, à en juger par les faits, il n'est trop clair que l'intention d'un grand nombre est de soustraire l'éducation à toute dépendance de la loi divine.

Ce n'est pas le cas de Mme Montessori. Sans doute dans les véritables écoles montessoriennes les enfants jouissent-ils d'une grande liberté physique mais ils n'ont que l'apparence de la liberté intellectuelle. Je ne parle pas ici seulement de la prière mais aussi et surtout de ce matériel conçu en vue de certains buts. Avec ce matériel l'enfant peut choisir mais son choix est restreint par le matériel lui-même; il est libre à la manière d'un lecteur enfermé dans une bibliothèque aux rayons bien garnis des livres de piété les plus divers mais qui ne renferme nul autre ouvrage. Pour que le milieu éducateur prépare vraiment à la liberté il faudrait que le matériel laisse une plus grande initiative à l'enfant, à ses pouvoirs créateurs. La méthode Montessori est sans doute très active mais ses matériaux sont inertes.

D'autres pédagogues, Decroly et Dewey, par exemple, se sont efforcés de réaliser une organisation du milieu plus favorable à la libération de l'enfant mais cette organisation est liée à une transformation du programme d'étude.

De cette transformation, Mme Montessori ne s'est pas souciée. Elle ne se demande pas : Que devons-nous apprendre à l'enfant ? mais : Comment devons-nous apprendre à l'enfant ce que l'Eglise et le pouvoir civil (le fascisme) jugent devoir lui être appris ?

Or vouloir libérer l'enfant en ne se préoccupant que de la manière d'apprendre et en laissant aux lois, à l'église, à la routine, à toutes les forces de conservation sociale, le droit de fixer la matière et l'âge des études ne peut conduire qu'à cette absurdité que l'on constate dans les écoles actuelles où les tout-petits jouissent de plus de liberté que leurs aînés.

Si l'on ne tenait compte que de l'évolution de l'enfant, c'est-à-dire du développement de sa personnalité, de l'accroissement de ses connaissances et de son expérience on admettrait qu'un enfant de douze ans devrait jouir de beaucoup plus de liberté qu'un bambin de quatre ou cinq ans. En réalité c'est l'inverse qui est actuellement la règle. La raison en est qu'à l'école maternelle on ne se préoccupe guère d'instruire l'enfant tandis qu'à l'école primaire le souci d'instruire l'enfant prime celui d'assurer son développement. Il faut passer des examens et des concours et pour cela suivre des programmes. Le mal est que ces programmes ne sont pas adaptés à ce qu'il sera utile au futur adulte de connaître et à ce que l'enfant peut apprendre et désire apprendre à l'école.

Le plan Dalton

Certains pédagogues ont essayé de concilier le respect de l'enfant et le respect des programmes. Tel est l'origine du Plan Dalton imaginé à Dalton — d'où son nom — par Miss Parkhurst, en 1920, et qui est aujourd'hui appliqué dans des centaines d'écoles.

Le Plan Dalton conserve tels quels les programmes et les manuels. C'est le maître qui décide ce que doit faire chaque élève. Chacun reçoit sa tâche du mois divisée en unités de travail qu'il s'engage à remplir dans le temps voulu mais il est libre de travailler où il veut, dans l'ordre qu'il veut, il peut remuer, parler, demander l'aide de ses camarades, les conseils des professeurs. Ce sont des conditions de travail beaucoup plus proches de celles que nous offre la vie que ne le sont les conditions des écoles ordinaires. Cependant la liberté de l'élève est limitée, il ne demeure libre de travailler à sa façon et à son rythme personnel qu'à la condition de travailler pour de bon. A tout moment, à l'aide de fiches et de graphiques, le professeur peut se rendre compte des négligences dans le travail et intervenir.

Le Plan Dalton permet tout à la fois le travail libre, individuel ou par groupes et le travail de classe tel qu'il est pratiqué d'ordinaire chez nous. Il permet d'individualiser l'enseignement, développe l'esprit d'indépendance et le goût de la collaboration. Enfin, appliqué à des élèves assez âgés, il semble bien qu'il augmente le rendement du travail scolaire. Mais, tout comme Mme Montessori, miss Parkhurst ne modifie que la manière d'enseigner. Or il n'est pas possible d'accorder à l'enfant le maximum de liberté compatible avec le souci de sa véritable libération sans modifier aussi la matière d'enseignement. C'est ce qu'ont compris d'autres éducateurs et en particulier le Dr Decroly. Nous ne dirons rien aujourd'hui de la méthode Decroly. Tout comme Mme Montessori, miss Parkhurst et tous les autres auteurs de méthodes, le pédagogue belge, mort tout récemment, poursuivait des buts divers et c'est à propos d'un autre sujet que nous aurons l'occasion de parler de sa méthode.

***

A vrai dire les efforts en vue de la libération de l'enfant constituent déjà quelque chose de très complexe.

Certains y voient surtout le moyen de mieux connaître l'enfant pour pouvoir agir plus efficacement sur son développement, soit qu'ils veuillent augmenter le rendement scolaire, soit qu'ils désirent améliorer l'éducation. Il en est qui veulent la liberté dans l'intérêt de l'enfant dont ils désirent développer la personnalité. D'autres marquent un souci plus marqué de la société et ce qu'ils voient dans l'enfant, c'est moins l'enfant lui-même que le futur citoyen d'une démocratie : les républiques d'enfants qui existent dans certaines écoles constituent une préparation à la vie sociale.

De la diversité des buts et aussi, il faut bien le dire, de l'imperfection de nos connaissance résulte la multiplicité des méthodes et des systèmes... Cependant toutes ces nouveautés, si différentes qu'elles soient, présentent ce caractère commun : un plus grand souci de l'enfant.

Notre prochain article montrera une manifestation de ce souci : l'effort de rationalisation scolaire auquel on a donné le nom d'Ecole sur mesure.

E. DELAUNAY.

C'est pourquoi nous ne cessons de chercher à engager les classes ouvrières à ne pas se laisser entraîner à suivre l'ornière de la science ou de la philosophie bourgeoise. Un grand changement se produira dans le monde le jour où le prolétariat aura acquis, comme l'a acquis la bourgeoisie après la Révolution, le sentiment qu'il est capable de penser d'après ses propres conditions de vie.

G. SOREL

Pour la renaissance du Syndicalisme

Le réveil de la Loire

AU CONGRÈS DE L'UNION CONFÉDÉRÉE

Près des deux tiers des syndiqués votent le retrait de Jouhaux de Genève

Le Congrès de l'Union départementale confédérée de la Loire, qui s'est tenu au début de ce mois, marque un sérieux réveil du syndicalisme dans ce vieux pays révolutionnaire. Jouhaux s'était déplacé en personne, et ce fut lui qui présida la séance du matin.

D'abord le *rapport moral*. Successivement les délégués de l'Enseignement, des Trams, du Livre, des Cheminots prennent la parole contre le rapport moral. Ils montrent que l'action de l'Union départementale a été complètement nulle, que celle-ci se borne à être une boîte aux lettres entre les syndicats et la C.G.T. ou entre les syndicats et les pouvoirs publics, et que cela est dû en grande partie à cette chose monstrueuse, que le secrétaire de l'Union est un contremaître, un dépositaire de l'autorité patronale: un *contrôleur* de tramways.

On passe au vote. Jouhaux veut l'escamoter. Bien que le vote par mandats soit réclamé, il prétend faire voter à mains levées et... ne consent à céder que lorsqu'il voit des délégués se lever et prendre leurs chapeaux.

Le vote a donc lieu finalement par mandats. Le rapport moral est voté par une forte majorité: 34 voix (28 syndicats) contre 7 (3 syndicats) et 15 abstentions (9 syndicats). Mais... les 12 syndicats qui ont voté contre ou se sont abstenus, représentent 35.897 timbres pris dans l'année, alors que les 28 syndicats qui ont voté pour, ne représentent que 26.601 timbres ! Ce sont les gros syndicats, c'est la majorité des syndiqués qui ont refusé d'approuver le rapport.

Aussitôt une seconde bataille s'engage. Les municipaux ont présenté une motion demandant le retrait de Jouhaux de la conférence du désarmement et de la S.D.N.: au vote, tous les syndicats qui ont voté contre le rapport moral ou se sont abstenus, plus les fonctionnaires, se prononcent pour la motion. C'est donc les deux tiers des syndiqués confédérés de la Loire qui demandent le retrait de Jouhaux de Genève !

L'ordre du jour comporte ensuite la question du *capitalisme et de la crise*.

C'est Matray (de l'Enseignement) qui rapporte. Il montre que la cause fondamentale de la crise est l'existence d'un régime de production basé sur le profit. Les crises ne peuvent disparaître qu'avec ce régime, donc avec le capitalisme. Quant aux palliatifs, le « plan Delaisi », que la C.G.T. a pris à son compte (travaux publics en Europe occidentale avec de l'argent emprunté en occident) est manifestement de l'utopie; quant aux autres palliatifs, tels que la semaine de 40 heures, ils ne peuvent être que le résultat de l'action directe du prolétariat.

Cet exposé ayant fait une très forte impression, Jouhaux se croit obligé de répondre immédiatement. Et c'est alors le procédé habituel de tous les pontifes, prêtres, rois ou bourgeois, qui cachent le vide de leur cerveau sous un voile de hautain mépris: « Vous ne pouvez comprendre ! ce qui se fait dans les conférences internationales est extrêmement important, mais c'est tellement en avance sur la compréhension des masses que je ne puis rien vous expliquer (*sic*) ! » Le mystère doit rester le secret des prêtres.

Cependant il lui faut bien tout de même parler. Et l'on comprend alors que la chose « très importante » est celle-ci: il faut que le capitalisme s'organise internationalement; le rôle de la classe ouvrière consiste tout juste à pousser les capitalistes à s'entendre au lieu de se faire concurrence. Ainsi, quand le prolétariat sera exploité par des trusts internationaux tout-puissants, il sera moins exploité que par des patrons différents !

Le secrétaire confédéral avait vraiment raison de dire que les « masses » ne pouvaient le comprendre. Tant qu'elles conserveront leur intelligence, elles ne comprendront jamais une absurdité pareille. Une absurdité à laquelle, par surcroît, les entreprises qui sont dès maintenant organisées internationalement (et elles le sont déjà en grand nombre — sans l'aide de M. Jouhaux) apportent chaque jour un éclatant démenti.

Aussi Jouhaux ne peut-il empêcher le vote *à l'unanimité* d'une motion présentée par Matray dans laquelle il n'était naturellement aucunement question d'aider le capitalisme à se réorganiser, mais où, au contraire, il était dit:

Les syndicats confédérés s'adressent enfin à la C.G.T. pour lui demander:

... 3° De renforcer l'influence de la Centrale syndicale en l'orientant résolument vers les pratiques radicales que semble réclamer l'opinion ouvrière, que les événements justifient, qui prépareront le prolétariat aux combats sociaux imminents et qui attireront à la C.G.T. les sympathies et les adhésions des camarades anciens unitaires ou sympathisants unitaires, ou même simplement inorganisés, qui n'attendent pour réintégrer le mouvement que la certitude de le voir s'engager, combatif et indépendant, dans la voie du syndicalisme révolutionnaire.

Pour terminer, on finit par un artifice de procédure. La minorité n'ayant point présenté ses candidats dans les délais statutaires, on réélit l'ancien bureau. Le bureau qui n'a la confiance que du tiers des syndiqués.

La politique confédérale de renflouement du capitalisme n'en a pas moins dans la Loire, du plomb dans l'aile.

CHEZ LES MINEURS

Un grand pas a été fait vers l'unité syndicale

Le dimanche 29 octobre, sur l'initiative du syndicat unitaire des mineurs se tenait à Saint-Etienne un important congrès des administrateurs des caisses de secours des mineurs de la Loire.

Les douze caisses étaient représentées directement, la plupart par la totalité de leur Conseil d'administration. En tout, une centaine de délégués: unitaires minoritaires (Beaubrune, Méons, La Ricamarie, Roche la Molière, Terrenoire), unitaires majoritaires (Villars, Grand-Croix), confédérés (Le Cros, Firminy, Quartier Gaillard, La Talaudière), indépendant (St-Chamond).

Deux questions étaient à l'ordre du jour:

1) Moyens d'améliorer la situation des caisses de secours;
2) L'unité syndicale.

C'était la première fois, depuis 11 ans, que l'on trouvait réunis les militants de toutes les tendances pour étudier en commun des questions intéressant le prolétariat de la mine.

Certains manifestaient quelque appréhension. Les adversaires irréductibles de la veille allaient-ils pouvoir rester côte à côte, discuter toute une journée, sans ranimer les vieilles querelles ?

Eh bien ! oui; les adversaires de tendances d'hier, surent discuter fraternellement et réaliser l'union entre eux contre le patronat en attendant de pouvoir réaliser l'unité totale, définitive, ardemment souhaitée par les uns et par les autres, sauf par un ou deux représentants de la majorité confédérale unitaire qui restent fidèles à la motion de Magic City.

Une motion d'unanimité clôtura cette première prise de contact. Elle fut adoptée même par les défenseurs de la majorité confédérale: Binet et Delorme.

Pour continuer ce premier effort et en vue de coordonner

l'action des syndicats contre les compagnies et préparer l'unité complète une commission fut désignée. Elle est composée de deux délégués par caisse de secours, des deux secrétaires régionaux Arnaud et Dumond, et de Jourjon qui avait été chargé de préparer et de présider cette première réunion. Elle se réunira pour étudier les questions déjà discutées et pour préparer de nouvelles réunions.

D'autre part Arnaud et Dumond furent chargés de rédiger en commun un texte pour la presse, et Dumond s'engagea à faire toute la propagande pour le meeting organisé par le syndicat unitaire pour le 6 novembre, promettant d'être présent malgré la tenue du comité général de l'U.D. à Roanne.

Cette première réunion fut vraiment réconfortante. Une atmosphère de bonne et franche camaraderie régnait dans la salle. On sentait chez tous ces militants un désir sincère, un besoin de s'unir pour faire céder un patronat de plus en plus exigeant.

L'unité est en marche chez les mineurs de la Loire, une unité solide pour la défense efficace des intérêts du prolétariat de la mine.

U. T.

***

La Démocratie dans la C. G. T.

Il y a quelques mois, j'avais transmis au Secrétariat de l'Union départementale de Seine-Inférieure, un court article qui devait paraître dans le « Réveil syndical » et qui avait trait à la déportation des militants syndicalistes espagnols ainsi qu'à la Loi dite de Défense de la République.

Je reproduisais, dans ce papier, quelques extraits de ladite Loi et manifestais très modérément mon opinion sur la conduite du Gouvernement ibérique et des dirigeants de l'U.G.T. qui le soutiennent.

Lors d'une réunion de la Commission administrative, on me fit savoir que la Commission du journal avait refusé l'insertion, pour des motifs qu'il ne m'appartient pas d'énumérer ici. J'appris également que cette même commission avait adressé mon écrit au Bureau confédéral et que ce dernier avait répondu en remerciant l'Union d'avoir réservé sa décision à ce sujet.

Une discussion s'ensuivit parmi les membres de la Commission administrative, lesquels, en majorité, adoptèrent la position de la Commission du journal. Je fis alors la proposition d'expurger mon article des critiques personnelles et de n'y conserver que la partie documentaire, c'est-à-dire le texte incriminé de la Loi dite de Défense de la République. Ma proposition fut, à son tour, repoussée à la majorité.

Voilà les faits dans toute leur simplicité, mais aussi dans toute leur gravité, — je tiens à le souligner. Loin de moi la pensée de rabaisser cette affaire à une question de personnalités ou de tendances. Le conflit est autrement plus important.

Il ne s'agit pas précisément de se prononcer contre tel acte d'un gouvernement étranger dont l'arbitraire est cependant reconnu par des organisations confédérées et socialistes de la nation intéressée. Il nous appartient surtout et d'abord de connaître :

1° si la constitution syndicale et l'esprit démocratique qui anime la C.G.T. autorisent la publication, dans un journal ouvrier, du texte, cent fois publié ailleurs, d'une loi soumettant une catégorie de citoyens, — des travailleurs organisés, le plus souvent, — à un régime spécial.

2° si le Bureau confédéral est habilité pour donner son avis sur l'insertion d'un article, dans un organe appartenant exclusivement aux syndiqués d'un département, lorsque ni les statuts de la C.G.T., ni les principes syndicalistes ne sont mis en cause.

Il appartient aux syndiqués confédérés de dire si le fait de critiquer une loi anti-gréviste constitue un délit d'opinion en matière syndicale.

Louis NEDELEC
des Municipaux du Havre.

CHEZ LES INSTITUTEURS

L'action directe dans l'intérêt public

Dans les banlieues des grandes villes, les écoles se surpeuplent, les classes sont surchargées d'élèves.

Ce n'est pas seulement au détriment des instituteurs. C'est aussi et surtout au détriment des élèves qui subissent une mauvaise hygiène respiratoire et qui sont amenés à subir une pédagogie autoritaire et réactionnaire qui dégoûte les maîtres intelligents mais qui est inévitable lorsqu'un seul homme a devant lui 60, 70, 80 enfants...

Autrefois les maîtres supportaient cette situation avec passivité et on a vu des classes de 120 élèves ! A l'heure actuelle, dans beaucoup de départements, les instituteurs se sont décidés à défendre leurs intérêts et ceux des élèves qui leur sont confiés, par les méthodes d'action directe...

Ils exigent l'application des règlements. Ceux-ci — vieux pourtant de cinquante ans — prévoient que l'effectif maximum d'une classe ne peut dépasser 50 élèves et encore faut-il que chaque élève puisse avoir 1 mètre carré 25 de surface et 5 mètres cubes d'air à respirer. Il est parfaitement honteux qu'en 1932 une République qui a célébré avec faste le cinquantenaire de son école soi-disant laïque ne soit pas capable d'amener l'application d'une aussi vieille légalité. Les maîtres, pour rappeler l'administration responsable au respect de sa propre règle, se sont mis depuis quelques années à refuser les élèves en surnombre.

On devine ce qui s'ensuit. Les parents qui auraient toléré que leurs enfants soient mal à l'école s'indignent qu'ils n'y soient pas reçus et joignent leurs protestations à celles des syndicats d'instituteurs. Généralement, l'administration trouve alors en peu de temps des solutions — mais des solutions provisoires : locaux anti-hygiéniques et mal adaptés à l'enseignement, matériel d'enseignement désuet, maîtres n'ayant accompli aucun apprentissage.

En soulignant les premiers résultats obtenus grâce à l'*action des maîtres* sur le lieu même de leur travail, nous ne pouvons que souhaiter que les solutions *provisoires* ne s'éternisent pas.

Insistons-y encore : c'est une question qui n'intéresse pas seulement les syndicats d'instituteurs mais que les Unions locales se doivent d'étudier et de faire résoudre en faisant dans les quartiers intéressés l'action nécessaire.

A quand le boycott des classes insalubres ?

B. G.

EN PASSANT...

Contraste.

Les syndiqués fédéraux paient bien cher un journal quotidien — que, du reste, ils ne lisent pas.

Dommage, pourtant, qu'ils s'abstiennent de le lire. Le 26 octobre dernier, ils auraient pu goûter ce contraste.

En première page, Eugène Morel félicitait, dans ses « Ripostes », la petite section confédérée des ouvriers du Gaz de Paris, infime minorité sans influence dans les usines, d'avoir répondu négativement à une proposition d'unité d'action à elle adressée par le Syndicat unitaire qui, lui, réunit la majorité des ouvriers.

En deuxième page, Gaston Vaillant mentionnait que la masse des agents parisiens des P.T.T., réunis la veille à la Bourse du Travail sur appel des organisations confédérées, avait, dans l'enthousiasme, adopté un ordre du jour qui contient ce paragraphe :

Les agents des Postes de Paris appellent dès maintenant leurs camarades de province et tous les agents des Services publics à la résistance et à l'unité d'action pour la défense de leurs traitements.

Mais qu'importe la volonté de la masse à Eugène Morel !

Toutefois, la question pourrait être posée de savoir jusqu'à quand un rédacteur irresponsable sera autorisé à trancher, en première page du quotidien confédéral *Le Peuple*, les plus importants problèmes posés devant la classe ouvrière.

« Les camarades policiers... »

Le 10 novembre, salle du Grand-Orient, rue Cadet, sur le coup de midi.

La première séance du Congrès de la Fédération Confédérée des Fonctionnaires va prendre fin. La discussion du rapport financier s'éternise. Soudain, un délégué surgit à la tribune. Revenant sur le court débat qui s'est produit dans la matinée, il espère que personne ne songe à exclure « les camarades policiers » (sic) de la Fédération.

« Les camarades policiers... »

Une organisation syndicale digne de ce nom ne tolérera't pas la présence de tels individus dans ses rangs.

Une C. G. T. qui se respecterait n'en voudrait pas entendre parler, même s'ils n'étaient — comme c'est, paraît-il, le cas — confédérés que d'une jambe.

Langage indigne.

Un quotidien « ouvrier » de Paris a osé publier ceci à propos des assassinats de Genève:

« Nous ne pouvons pas nous prononcer.

« Mais il paraît bien, d'ores et déjà, que les autorités genevoises ne sont pas sans responsabilités.

« Elles ont, en période de tension politique fort aigüe, autorisé contre des adversaires (*disons sans ambagess que nous ne pensons pas beaucoup de bien des chefs socialistes genevois, lesquels sont au vrai des communistes n'osant pas s'avouer*) une manifestation nettement provocatrice. »

Langage hypocrite, qui sue le désaveu.

Eh bien ! c'est dans *Le Peuple*, organe confidentiel de la C. G. T., qu'il s'étale (n° du 11 novembre).

Et Monmousseau ?

A l'occasion du 11 novembre, *l' Humanité* a publié un article de l'ex-syndicaliste Péricat sur l'action du Comité de Défense Syndicaliste pendant la guerre.

Il y aurait bien des choses à dire à ce sujet.

Ceci, par exemple: Péricat écrit qu'au congrès confédéral de 1918, Dumoulin a trahi la minorité.

Il est vrai que, lors de ce congrès, Dumoulin consent't à une « résolution d'unanimité ».

Mais il est également vrai que Monmousseau, présent audit congrès, vota *pour* cette résolution.

Si donc Dumoulin a trahi en 1918, ce fut en compagnie de Monmousseau.

Vous auriez pu le rappeler, Péricat.

Encore Frossard.

Il vaut son pesant de moutarde, le discours que Frossard prononça au banquet offert à Jeanneney.

Pas seulement pour l'hommage rendu à celui qui « a sans cesse défendu avec courage les droits de l'Etat » (avec Clémenceau ?), mais aussi pour cette déclaration d'amour à Herriot:

Monsieur le président du Conseil — déclara Frossard — vous avez reçu, ici comme partout, l'accueil le plus chaleureux et le plus enthousiaste; le peuple vous aime parce qu'il sait que vous êtes près de lui. Il a confiance en vous pour représenter la démocratie nationale: nous savons, certes, quelles difficultés vous assaillent, quelles inquiétudes vous étreignent jusqu'à l'angoisse. Ces inquiétudes sont les nôtres; nous avons un égal souci, républicains et socialistes, de la sécurité nationale.

Décidément, le bonhomme est bien parti...

Et n'oublions pas que, président du Sénat, Jeanneney est le « dauphin » de la République. Frossard est un prévoyant de l'avenir.

UN COCHON DE PAYANT.

A travers les Livres

Magdeleine Paz : VUE SUR L'AMÉRIQUE (Editions du Comité Tom Mooney).

Cette excellente brochure contient l'exposé de l'affaire Mooney-Billings, du lynchage de Scottsboro, du drame de Harlan.

Magdeleine Paz a exposé elle-même deux de ces affaires aux lecteurs de la *Révolution Prolétarienne*. La troisième n'est pas moins poignante: il s'agit d'un groupe de nègres condamnés à mort, contre toute justice, pour le viol présumé de deux blanches. Mis bout à bout ces trois récits donnent une *Vue sur l'Amérique* d'une importance primordiale que M. Paz souligne très justement dans sa préface:

... Pour bien connaître un pays, c'est peu de chose, encore, que d'écouter la pulsation de ses cités, de marcher dans ses rues, d'entrer dans ses maisons et de fouiller son ciel. Dès l'abord, il faut lui poser la question cruciale qu'il enferme comme un secret; la réponse est longue à venir, elle s'arrache comme un masque qu'on enlèverait par lambeaux.

Qu'il faille des mois ou des années avant de lire cette réponse, ce n'est pas cela qui importe: en premier lieu, il faut partir d'une certaine conception du monde. Diviser la question en trois:

« Quel sort réserve ce pays à l'homme qui ose s'attaquer aux injustices du régime social en vigueur ?

« Quelle est la destinée de la minorité raciale qui vit dans ce pays ?

« Comment, enfin, dans quelles conditions, la collectivité qui travaille et produit sur ce morceau de terre peut-elle résister à l'exploitation qu'elle subit ? »

Mettez bout à bout les réponses à ces trois questions: vous aurez, du pays, une connaissance essentielle, vous entrerez au cœur des choses. Car, en définitive, elles sont les trois aspects de l'ultime problème: Comment le progrès (non point technique, mais vivant, mais humain, le progrès en chair et en os) accomplit-il, dans ce pays, sa pénible marche montante ? Dans quelle mesure et à quel prix entre-t-il en conflit avec les formes du présent, l'ordre établi ?

Sèches, grises, précises, les pages que voici répondent à cette triple question. Elles évoquent le martyre d'un homme, le drame d'une race, le tragique effort d'une classe.

Que nos camarades fassent un effort pour répandre cette brochure de *faits*, qu'ils la fassent en particulier pénétrer dans ces milieux pet't-bourgeois de gauche où l'on croit encore à la Justice et où l'on n'a pas encore percé la férocité qui se masque de puritanisme et s'abrite derrière la Bible. Il s'agit de sauver des hommes. Un premier résultat vient d'être obtenu puisqu'une sèche dépêche d'agence nous apprend que les nègres de Scottsboro ne seront pas exécutés. Ce premier résultat est immense et pourtant il n'est rien si nous ne percevons pas que ces quelques cas types ne sont que l'illustration d'un énorme livre plein d'iniquités, d'injustices, de rapines et de crimes. Et c'est le livre tout entier qu'il nous faut effacer.

B. GIAUFFRET.

*
* *

Carmen Ennesch : AU-DESSUS DU RESSENTIMENT FRANCO-ALLEMAND (L'Eglantine).

Carmen Ennesch convaincue que le rapprochement franco-allemand est une question vitale pour l'Europe, s'attaque aux préjugés nationalistes; une incursion dans l'histoire lui permet d'affirmer que les nations de l'Europe occidentale en général, et France-Allemagne en particulier, ont eu des développements parallèles et même qu'à diverses époques historisques elles ont confondu leurs destinées, par exemple sous la domination romaine ainsi que sous l'influence unitaire du catholicisme. Elle montre qu'au 17e et au 18e siècles leurs cultures ne furent point opposées mais qu'ensemble ces nations ont fondé la science moderne. Enfin, elle reprend une dé-

monstration souvent faite: les économies d'Allemagne et de France, loin d'être rivales, sont complémentaires.

Elle attend donc de la sagesse des hommes d'Etat qu'ils effacent entre les deux peuples les malentendus que la politique a fait naître... C'est ici que nous trouvons son livre insuffisant. La sagesse des hommes d'Etat est impuissante — car elle est trop calculatrice — elle désire tenter un pas en avant, mais elle a peur de rester avec le pied en l'air. Cette sagesse timorée est incapable de sacrifier les mille intérêts secondaires qui s'accrochent aux formes actuelles des nations — même pour sauver une « civilisation ».

Œuvre nouvelle exige des ouvriers nouveaux, ouvriers animés non de sagesse et d'esprit de conciliation, mais de foi et d'esprit créateur. Les Etats-Unis d'Europe seront une réalité un jour, mais ils seront socialistes et prolétariens. Il a appartenu à la classe bourgeoise montante de réaliser l'unité nationale — nécessaire à la grandeur de la bourgeoisie; — il appartiendra à la jeune classe prolétarienne de réaliser la « patrie humaine » chère à Victor Margueritte — car ce n'est que dans le cadre de la patrie humaine que le prolétariat s'affranchira des exploiteurs de son travail et réalisera son destin historique.

B. G.

***

Stephan Zweig : FREUD (Stock).

Le livre de Stephan Zweig campe en relief la personnalité de Freud et fait un clair exposé de la psychanalyse; il constitue une excellente introduction aux conceptions freudiennes.

Etudiant en médecine à Vienne, Freud, à 29 ans, est agrégé de neurologie en 1889. Il est convaincu de l'inefficacité des méthodes qu'on lui a enseignées pour la guérison des maladies nerveuses; aussi lorsqu'il apprend que les expériences de Charcot ouvrent une voie nouvelle à la psychiâtrie, il n'hésite pas, malgré les difficultés financières, à se rendre à Paris. Charcot étudie spécialement l'hystérie; il démontre que les paralysies typiques de l'hystérie sont soumises à la volonté: il les provoque ou les supprime en hypnotisant ses patients. Freud est vivement impressionné par le fait que les neurologues parisiens reconnaissent aux maladies nerveuses des causes non seulement physiques mais aussi psychiques.

De retour à Vienne, il affirme que les maladies de l'âme ne peuvent se guérir par des excitations cutanées ou des médicaments. (Cette position soutenue avec énergie lui ferme d'ailleurs toute carrière officielle et éloigne tout d'abord la clientèle; il n'en persiste pas moins). Ses recherches, poursuivies en commun avec son ami Breuer, établissent que l'hystérie n'est pas une maladie organique mais un trouble provoqué par un conflit intérieur, dont le malade ne se rend pas compte. Si l'on arrive à dégager le sentiment « refoulé » et à diriger sur des voies normales, où elle s'affirme librement, la force affective détournée, les manifestations de l'hystérie cessent.

Une question se pose aussitôt: où les sentiments sont-ils refoulés ? Dans l'inconscient, répond Freud. Pour lui tous les actes psychiques sont produits dans l'inconscient; ceux dont on prend conscience ne sont pas d'une espèce différente, leur entrée dans le conscient n'est due qu'à une action extérieure. De même des objets placés dans l'obscurité existent mais ils ne deviennent perceptibles à la vue que s'ils sont frappés par la lumière. C'est pourquoi ce serait une erreur de croire que seules nos énergies conscientes, nos pensées claires déterminent nos actes et de ne pas tenir compte du vouloir inconscient dans nos décisions. Dans notre inconscient sont accumulés une foule de sentiments, les désirs d'une enfance oubliée et même ceux des générations antérieures. C'est de ces profondeurs que sortent les plus caractéristiques de nos actions. C'est là que peut se découvrir la cause des troubles et des désordres de l'âme. Le rôle de la psychanalyse consiste à faire comprendre à l'individu le sens de ses désirs inconscients.

LA REVELATION DE L'INCONSCIENT

Mais comment pénétrer dans l'inconscient ?

La psychanalyse essaye d'abord de faire parler de force l'inconscient en employant l'hypnose. Le patient dont on a anesthésié la volonté exprime ingénument ses désirs les plus intimes.

Freud renonce bientôt à cette méthode de coercition brutale. Il la remplace par l'art plus subtil de l'interrogatoire et des indices. Il essaye de découvrir les faits, insignifiants en apparence, par lesquels l'inconscient se trahit à travers le conscient.

Freud s'attacha en premier lieu aux « actes manqués »: lapsus, oublis, distractions, maladresses. Pour lui, tous ces actes ne sont pas dus au hasard; ils expriment une volonté cachée, une pensée refoulée; un professeur dit du travail d'un collègue à un congrès: « Nous ne pouvons suffisamment *déprécier* cette découverte »; son intention était évidemment de dire *apprécier*, mais son inconscient pensait *déprécier*. Ces actes manqués sont relativement rares.

Freud est conduit à rechercher d'autres phénomènes, d'apparence absurde, qui puissent donner des aperçus sur le monde de l'inconscient. Il arrive ainsi à l'interprétation des rêves.

Freud est persuadé que tout rêve a un sens. Le rêve est l'expression de la volonté la plus intime, la plus secrète de l'homme. Mais il utilise un langage particulier qui n'est pas le langage quotidien; il faut l'interpréter. Partant du simple, Freud commence par l'enfant, dont l'imagination a emmagasiné peu de choses. Le rêve de l'enfant est facile à interpréter: l'enfant est passé devant une chocolaterie, les parents n'ont rien voulu lui acheter, il rêve de chocolat. Ignorant la retenue morale l'enfant dévoile ingénument en rêve ses désirs intimes. Freud arrive à cette première conception: tout rêve ne signifie pas autre chose qu'un désir réprimé ou dissimulé à soi-même. Mais l'adulte a perdu la belle ingénuité de l'enfant; de plus il a accumulé un nombre considérable de souvenirs et d'associations. Aussi, dans ses rêves se montre-t-il hypocrite, fourbe et menteur. Par peur de la censure, le sentiment qui veut s'exprimer ne parle que par déformations très raffinées. La tâche de la psychanalyse est de débrouiller sous l'amas des déformations l'aveu véritable.

Freud exerce sur les nombreux éléments fournis par le rêve, un travail analogue à celui que les philologues appliquent aux textes anciens. Il aboutit à cette conception nouvelle: le rêve est nécessaire à notre équilibre psychique, c'est la soupape de nos sentiments. Les innombrables désirs que nous ne pouvons satisfaire dans la vie réelle trouvent leur échappatoire dans le rêve. Loin de troubler notre sommeil, le rêve libère notre âme de nos convoitises refoulées.

DE L'INCONSCIENT AU CONSCIENT

Mais Freud est un médecin; il se propose de guérir des malades. Il définit, lui-même, la psychanalyse comme une méthode de traitement des maladies nerveuses.

Le traitement dure des mois, parfois des années. Allongé sur un divan, le malade, sans voir le médecin placé derrière lui, parle. Il doit renoncer à toute réflexion, céder aux idées qui lui viennent involontairement à l'esprit (celles-là ont le plus de valeur car elles dévoilent l'inconscient). Au milieu d'une foule d'éléments, guidé par les confidences aussi bien que par les réticences, les hésitations et les résistances du malade, la tâche du psychanalyste est de découvrir le conflit intérieur qui a provoqué les troubles.

Au cours des interrogatoires, l'intérêt que le médecin porte au malade détermine chez ce dernier une confiance, un courant de sympathie que Freud nomme le phénomène du « transfert ». Le malade reporte sur le médecin le trop-plein de ses sentiments refoulés, ce qui permet au psychanalyste de voir se dérouler devant lui sous une forme émotionnelle le conflit de sentiments, origine de la névrose. C'est seulement lorsque le patient, guidé par le médecin, reconnaît avec lui l'origine de sa maladie qu'il cesse ses manifestations névrosées. Convaincu de leur inutilité, il ne dépensera plus en

rêves et en délires ses énergies affectives mais les traduira en actes réels.

Les études de Freud avec Charcot, puis avec son ami Breuer, les milliers d'expériences faites sur des malades, l'ont amené à cette constatation: les désirs dont le refoulement provoque les névroses sont presque toujours des désirs érotiques. Chaque fois qu'il s'est trouvé devant une bizarrerie psychique, il a reconnu qu'il y avait quelque chose d'étrange ou d'anormal dans le destin sexuel de son patient.

Les événements sexuels, cause de la névrose, dataient parfois de très longtemps. Dans ses premières psychanalyses, Freud arrêtait ses recherches à la puberté. Des aveux très clairs l'obligent à remonter plus haut et à reconnaître chez l'enfant, et même le nourrisson, l'instinct sexuel ou certaines de ses manifestations. De même que le nouveau-né a en puissance la marche dans les jambes avant de pouvoir marcher, la sexualité se tient prête depuis longtemps chez lui. Elle « s'éveille » à l'âge de la puberté.

D'ailleurs l'enfant ne peut donner un cours normal à sa sexualité; sa vie sexuelle est donc obligatoirement perverse. Freud n'hésite pas à l'affirmer; il en déduit que les perversions sexuelles de l'adulte ne sont le plus souvent que le retour à une réalisation voluptueuse de la prime jeunesse (dont le souvenir est retombé depuis longtemps dans l'inconscient). Avec une sincérité et un manque de détours, qui sont la marque essentielle de son caractère, il met en valeur le rôle de la *libido*.

Généralisant même le résultat de ses expériences, Freud met l'instinct sexuel à la base de toutes les aspirations de l'homme. Le sens artistique, le sentiment religieux ne seraient pour lui qu'une sublimation de l'instinct sexuel.

FREUD ET MARX

Les théories de Freud ont provoqué dans la classe bourgeoise deux réactions opposées: indignation scandalisée et enthousiasme consacré par le snobisme.

L'importance qu'il accorde à la sexualité est un objet de scandale. Alors que la morale hypocrite du 19e siècle écartait pudiquement les problèmes sexuels, Freud leur donne un rôle prépondérant; il pousse même l'audace sacrilège jusqu'à reconnaître une vie sexuelle chez l'enfant, ce qui porte à son comble l'indignation de la bourgeoisie puritaine. En vérité, la doctrine de Freud nous a appris à étudier les problèmes sexuels avec une sérénité scientifique; il a montré le danger de s'opposer au développement normal des instincts et il a ouvert la voie à une morale sexuelle plus libre, où la dissimulation et la honte seront bannies.

Par contre, ces théories révélant l'influence de l'inconscient sur les actes humains, semblent rabaisser la raison à un rôle secondaire. Or la bourgeoisie, surtout celle plus menacée d'après-guerre, a peur de la raison qui condamne ses privilèges. Elle se raccroche à tout ce qui porte atteinte à la primauté de l'intelligence et elle tend à faire passer pour résultats sans valeur pratique les déductions de la raison. D'où l'engouement de la mode, en ces dernières années, pour le surréalisme, le dadaïsme, et, finalement, le freudisme.

Pourtant, le traitement inauguré par Freud est un hommage à la raison. Tous les efforts du neurologue tendent à rendre compréhensibles au malade les conflits instinctifs qui le détraquent; dès que le conflit intérieur arrive à la conscience, le malade est guéri. Freud soumet le monde mystérieux de l'inconscient à une exploration méthodique et raisonnée. En montrant l'importance des instincts, il prouve que nous n'avons pas d'autre moyen pour les dominer que notre intelligence.

La psychanalyse est à l'individu, ce qu'est à la société l'analyse marxiste. La société, elle aussi, est soumise à des conflits intérieurs, que les symboles des rhéteurs s'efforcent d'obscurcir. Le marxiste, sous les apparences trompeuses, recherche les causes profondes. C'est un pas dans la guérison de la société malade que de mettre à nu la réalité économique de ses conflits et de montrer la contradiction interne de la production à l'origine des crises qui la dévorent.

Jean LEUNOIS.

FAITS & DOCUMENTS

Où va le syndicalisme ? Dans la revue l'**Etat moderne,** une observatrice attentive du mouvement ouvrier, Suzanne Sailly, écrit un article intitulé : « D'où vient et où va le syndicalisme ouvrier français ? », dont voici la conclusion:

En 1929 et 1930 s'exerce l'activité des minorités au sein de la C. G. T. comme de la C. G. T. U.:

D'une part, la campagne entreprise par la minorité de la C. G. T. U. — (et concrétée par la création du « Comité pour l'indépendance du syndicalisme » où se groupent M. Chambelland et ses amis, un certain nombre d'entre eux collaborateurs à la revue du cégétiste M. Monatte, la *Révolution Prolétarienne*) — se trouve vite justifiée par les difficultés sans cesse croissantes de la C. G. T. U. officielle: la subordination de cette confédération au parti communiste la met dans une situation critique. L'action qu'elle entreprend à tort et à travers, par agitation démagogique, et surtout ces grèves continuelles qui sont autant de retentissants échecs, la disqualifient chaque jour davantage. Ses outrances de langage, sa propagande sectaire, éloignent d'elle les travailleurs. Son influence décroît, ses effectifs fondent. Les minoritaires voient sans cesse grandir des dangers qu'ils ont prévus, signalés, et parmi eux se réfugie ce qui reste de force indépendante dans cette C. G. T. U. qui comptait plus de 500.000 membres en 1925, et qui depuis lors, en a perdu — dit-on — plus de 200.000...

D'autre part, du côté cégétiste, la tâche de la minorité est beaucoup plus ingrate: la C. G. T. est en effet très démocratique, si on la compare avec la C. G. T. U. Mener dans son sein une campagne en faveur du syndicalisme indépendant apparaît une gageure.

Mais si la C. G. T. n'est inféodée à aucun parti, si elle conserve toujours une certaine autonomie, elle suscite néanmoins des critiques de la part de la minorité — dont MM. Dumoulin et Digat furent les porte-parole au dernier congrès de la C. G. T. (1931). On lui reproche d'être trop « gouvernementale »; d'engager avec les pouvoirs publics ou le patronat, des pourparlers débarrassés de « l'esprit de classe », de mener une politique de « présence » qui pourrait la compromettre. On fait grief à ses dirigeants de certains rapports avec les chefs radicaux et notamment à M. Jouhaux d'avoir paru envisager la possibilité d'une participation à un ministère radical. Par-dessus tout, on reproche au secrétaire général confédéral de trop hanter les organismes internationaux de Genève et de le faire dans certains cas — à la S. D. N. par exemple — sans mandat des organisations ouvrières.

La campagne des « 22 » qui concentrèrent et organisèrent, en 1930-31, les efforts pour l'unité, portèrent donc sur ces deux points: d'une part, affranchir la C. G. T. U. de l'emprise bolchéviste; d'autre part, affranchir la C. G. T. de l'emprise gouvernementale. Et cela, pour ramener les deux confédérations dans la voie du syndicalisme révolutionnaire.

Mais, en les ramenant dans cette voie, avec l'espoir de réaliser l'unité, on rapproche le syndicalisme du socialisme, on assigne à la future « C. G. T. unique » le but *révolutionnaire*, qui était celui de la C. G. T. d'avant-guerre.

Cette tentative est normale, et conforme à toute l'histoire du syndicalisme ouvrier en France: Là encore, le syndicalisme tend tout simplement à s'adapter aux conditions économiques du temps présent.

Puis cette fameuse « crise » a montré avec évidence que le système capitaliste n'est plus capable de s'adapter aux conditions économiques nouvelles, qu'il est désormais impuissant. Dès lors, la question de l'avènement du socialisme se pose, s'impose avec une force toute nouvelle.

Par ailleurs, même si l'on arrive à renflouer pour un temps donné le capitalisme dégénérescent, même si cette « crise » est suivie par une trêve — certainement courte — obtenue

par des moyens artificiels, elle n'en laissera pas moins la classe ouvrière avec un niveau de vie très amoindri. Dans certains pays, où le chômage sévit avec une intensité particulière, ne s'achemine-t-on pas déjà vers un « standard of life » assimilable à celui des ouvriers de 1830, dont nous donnons plus haut quelques aperçus ? En effet, ne voit-on pas des travailleurs réduits à la mendicité, non seulement par le chômage mais encore par le fait que leurs salaires sont devenus trop bas ? Ces conditions esclavagistes sont déjà réalisées notamment dans tous les centres industriels où, pour éviter un chômage complet de quelques uns, on a estimé ingénieux de répartir le travail entre tous les ouvriers de manière que *tous* ne travaillent plus que trois jours par semaine — c'est-à-dire que *tous* reçoivent un salaire qui ne leur permet plus de subsister sans la bienfaisance...

Finies les conditions de vie qui avaient permis au syndicalisme réformiste de s'épanouir, avant et après la guerre. Les conditions nouvelles constituent un terrain favorable au développement d'aspirations révolutionnaires.

Et comme, d'autre part, l'écroulement du capitalisme donne au socialisme des atouts qu'il n'avait encore jamais eus, il est tout à fait normal que le courant le plus fort, à l'intérieur du mouvement ouvrier, soit dans le sens du syndicalisme révolutionnaire.

Une opinion belge sur le Congrès d'Amsterdam. **Préparation,** organe des Cercles d'Etudes sociales du syndicat des dessinateurs et techniciens de Belgique, publie, sous la signature G. A., un article sur le Congrès d'Amsterdam dont nous extrayons les passages suivants :

... Les initiateurs du Congrès d'Amsterdam s'imaginaient sous le mot d'ordre nébuleux « guerre à la guerre » former une unité prolétarienne et y adjoindre pour son renforcement l'appoint des bourgeois et petits bourgeois pacifistes. Erreur monumentale !

Le mot d'ordre d'Action contre la guerre ne prend un sens précis que si on l'intègre à l'Action contre les causes de guerre. Pour nous les causes de guerre ne sont pas les généraux et les fabricants d'obus (ce ne sont que des moyens), mais bien le système économique qui par son fonctionnement amène les nations devant des faits politiques qui ne trouvent leur solution que dans la violence matérielle.

En conséquence, l'action contre la guerre, rentre dans l'*action générale du prolétariat* contre le système capitaliste.

La séparer de ce tout, en faire le mot d'ordre d'une action internationale, s'en remettre pour le lancement de l'idée à l'initiative ou au paravent de la réputation de deux écrivains (*qui après tout ne représentent qu'eux-mêmes !*), faire de ce mouvement un *cocktail* d'idéologies biscornues, sont autant d'erreurs. .. ..

Je sais bien que le Congrès se dresse contre beaucoup de choses: j'ai bien lu son manifeste et, précisément je n'y ai pas trouvé une formule claire, précise, décisive, qui fasse comprendre aux masses *que la guerre est un fait social*, résultant d'une politique; que ses causes et ses résultats sont d'ordre *social* et que sa suppression ne peut être également que d'ordre *social*; mais alors on arriverait à cette conclusion qui NIAIT le Congrès: *Devant la guerre, il n'est pas possible que des classes sociales se groupent pour la combattre, étant donné leurs oppositions d'intérêts.*

Que penser de tout cela ?

Qu'un grand pas dans l'organisation de la lutte contre la guerre a été réalisé à Amsterdam ? Ce serait une erreur monstrueuse. Les résultats subjectifs, malgré la « bonne volonté » des organisateurs, sont de la même eau que tous les succès et toutes les détentes de Genève. Il y a certes, une différence entre les discours du Congrès Romain Rolland-Barbusse et ceux des Henderson, Herriot, Benès et autres commis de Genève. Une différence quant aux intentions peut-être, mais une concordance quant aux résultats: *entretenir l'équivoque dans l'esprit du prolétariat.* .. ..

A Amsterdam on rencontrait de tout: des bourgeois tendrement pacifiques par opportunité; des ouvriers (socialistes, communistes, syndicalistes) croyant y défendre leur peau; des bureaucrates staliniens défendant la politique de leur dieu... au nom de la Révolution. (Les révolutionnaires sont en prison, en Sibérie ou en exil !) Cependant, on sut mettre d'accord toutes ces contradictions et arriver à l'ébauche d'une unité. K. Marx et Lénine doivent se rencontrer la nuit, pour en rire !

Et alors ? La Paix ?

La Paix restera probablement un mythe pour bon nombre de générations. Je le répète, la question, pour le prolétariat, n'est pas dans une « illusion de paix », elle est dans une organisation tenace de la lutte, d'une lutte que, quoi qu'en pensent les « honnêtes gens », le monde aura à subir, non pas à cause de certaines idées, mais à cause de *certains faits !*

ENTRE NOUS

NOTRE EFFORT COMMUN

La Révolution Prolétarienne *a donné en 1931, 324 pages en 10 numéros. En 1932, elle donnera 408 pages en 20 numéros. Ces chiffres marquent nos progrès. Naturellement, ils ont leur répercussion au compte dépenses; ainsi en novembre 1932 nous payons à l'imprimeur 800 francs de plus qu'en novembre 1931: moitié de cette dépense provenant de la parution bi-mensuelle (car 2 numéros de 16 pages valent plus qu'un seul numéro de 32 pages), l'autre moitié provenant de l'augmentation du nombre des pages. Ajoutez à cela les frais d'expédition, et les améliorations apportées à la revue nous coûteront annuellement plus de 10.000 francs.*

Sommes-nous donc fondés à demander à tous nos amis un effort vigoureux et rapide pour augmenter le nombre de nos abonnés ! Si l'effort qui est en train se continue, la Révolution Prolétarienne *apportera l'an prochain à ses lecteurs au moins 480 pages en 24 numéros !*

Allons, amis de la R. P., *essayez de trouver votre abonné à la* R. P.

Et vous, possibles, à qui nous adressons nos numéros de propagande, n'hésitez pas plus longtemps ! La R. P. *n'est pas une malade qui appelle au secours, c'est une adolescente qui veut grandir et remplir sa tâche en ces temps troublés !*

SOUSCRIPTIONS = CAPITAL

Nos amis continuent leur effort de souscription qui permet:

1° d'achever l'amortissement des dettes que la Révolution Prolétarienne *a dû contracter les années précédentes;*

2° de tirer les numéros supplémentaires que nous adressons gratuitement aux lecteurs possibles que l'on nous signale;

3° améliorer la revue.

Nous tournons dans un cercle vicieux: une revue étriquée et chère ne peut pas augmenter le nombre de ses abonnés — avec un petit nombre d'abonnés une revue est obligée d'être mince et chère...

La bourgeoisie rompt ce cercle vicieux en dépensant un large capital à lancer sa presse nouvelle — nous ne pouvons le rompre, nous, qu'en faisant appel aux souscriptions. Par elles, la revue s'améliore, peut se faire connaître, augmenter son tirage et diminuer son prix de revient — ce qui amènera, bientôt, nous l'espérons, une baisse du prix de l'abonnement.

Abonnement bas, souscription permanente, c'est d'ailleurs conforme à l'esprit syndicaliste: abonnement bas pour que le camarade nécessiteux ne soit pas privé de sa revue, souscription pour que le camarde mieux partagé participe à l'œuvre commune selon ses moyens...

Mais, camarades souscripteurs et abonnés de soutien, n'oubliez pas que votre effort pour trouver des abonnés vaut plus que l'argent versé.

Si pauvres que nous soyons, nous demandons davantage de volonté d'action que d'argent.

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET Cie
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

MAGDELEINE PAZ

Vue sur l'Amérique

L'AFFAIRE MOONEY - BILLINGS
LE LYNCHAGE DE SCOTTSBORO
LE DRAME DE HARLAN

Brochure de 67 pages

Prix ..... **1 fr.**

Un Testament Politique

FERNAND LORIOT

Les problèmes de la Révolution Prolétarienne

Brochure de 72 pages

Prix ..... **3** francs

POUR LA PROPAGANDE :

5 exemplaires ..... **10** francs

10 exemplaires ..... **20** francs

Envoyé franco contre mandat-chèque adressé
à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris. Ch. Postaux N° 43-08.
ou à la « Révolution Prolétarienne », 54, rue du Château d'Eau, Paris. Ch. Postaux N° 734-99.

Faite pour le peuple par des enfants du peuple

LES PRIMAIRES

Revue de culture populaire
de littérature et d'art

36 Rue Ernest Renan ISSY-LES-MOULINEAUX

Primaires ! oui, nous le sommes ! Ce mot, dont on a voulu faire une insulte, nous le relevons comme un défi

Qu'importe que le peuple gouverne, si c'est un peuple aveugle et borné ? C'est pourquoi le problème de la culture des masses domine tous les autres. Mais, en dehors de l'école primaire, on n'a rien fait pour sa solution. Et savoir lire ne suffit pas. En apprenant à lire, le peuple s'est formé un nouvel instrument d'esclavage, puisqu'il s'est assujetti à la presse servile des gouvernants. Faut-il donc qu'il désapprenne ? — Non, le remède est dans le perfectionnement du savoir, non dans sa disparition. Mais il est bien difficile de se cultiver seul, loin des secours et des concours que les bourgeois ont à leur disposition. La Revue « Les Primaires », fondée et forgée tout exprès pour vous sera votre guide et votre instrument de culture, si vous l'aidez à vivre et à se développer. Lisez et faites lire « Les Primaires ».

Un an : **30** fr. Six mois : **18** fr.

Envoi gratuit d'un numéro specimen sur demande.

Editions de l'ÉGLANTINE

JULIEN BORCHARDT

LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

Introduction à la conception matérialiste de l'histoire

6 FR.

E.-A. SCHAEFFLE

LA QUINTESSENCE DU SOCIALISME

5 FR.

HENRI DE MAN

NATIONALISME ET SOCIALISME

10 FR.

Éditions de L'ÉGLANTINE

32, rue de Grenelle, 32 — PARIS (VII)